



Interdiction de circulation des poids lourds à Alger

P.2



Festivités commémoratives du 68^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954
Le chef d'état-major de l'ANP préside la cérémonie de remise de grades et de médailles

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 31 OCTOBRE 2022 // N°421 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE MONDE ENTIER A LES YEUX BRAQUÉS SUR LES CHEFS D'ÉTAT PRÉSENTS, LES DOSSIERS DÉBATTUS ET LES DÉCISIONS QUI SERONT PRISES

Alger, capitale du monde arabe

● **Oussama Bouchemakh, géopoliticien et chercheur universitaire, à l'Express :**
« Un Sommet d'importance décisive pour le monde arabe »

P.3



LE DOSSIER LIBYEN EN ATTENTE D'UNE SOLUTION INTERARABE

Tripoli compte sur le Sommet d'Alger pour sortir de l'impasse

P.3



COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE INTERARABE

Les thèmes de l'économie font partie aussi du Sommet

P.4

La diplomatie algérienne unanimement saluée

P.4

AVEC PLUS DE LA MOITIÉ DES RÉSERVES MONDIALES EN PÉTROLE ET GAZ

Les pays arabes, un rôle important au sein de l'OPEP+

P.6





SOMMET ARABE UNE SOURCE DIPLOMATIQUE ALGÉRIENNE RÉPOND AUX ALLÉGATIONS AUTOUR DE L'ACCUEIL DE LA DÉLÉGATION MAROCAINE

Une source diplomatique algérienne a déploré les déclarations relayées par certains médias, notamment marocains, attribuées à une source marocaine de haut niveau sur de prétendues «violations diplomatiques» lors de l'accueil de la délégation marocaine prenant part aux travaux du Conseil ministériel de la Ligue des Etats arabes au niveau du Sommet, affirmant qu'il s'agit d'allégations éhontées et fallacieuses, n'existant que dans l'imaginaire de leur auteur. Affirmant que ces allégations n'existent que dans «l'imaginaire de leur auteur et sont dénuées de tout fondement», la même source a souligné que la cérémonie d'accueil réservée au ministre marocain était la même



pour les autres délégations arabes participant à la réunion, lesquelles ont toutes d'ailleurs affiché leur satisfaction quant à l'accueil et l'accompagnement réservé depuis leur arrivée et durant leur séjour en Algérie.

«Le ministre marocain a lui-même tenu lors de son intervention aux travaux de la réunion ministérielle à remercier l'Algérie pour l'ac-

cueil et l'hospitalité», a ajouté la même source. S'agissant des assertions relatives à l'ordre protocolaire des délégations lors des réunions officielles ou encore les réceptions organisées en l'honneur des délégations, la même source a tenu à rappeler que l'Algérie «a retenu l'ordre adopté par le Secrétariat général de la Ligue arabe».

INTERDICTION DE CIRCULATION DES POIDS LOURDS À ALGER

Les poids lourds seront interdits de circuler dans la capitale à l'occasion du Sommet arabe. Dans un communiqué publié ce dimanche, la wilaya d'Alger a précisé qu'il s'agit d'une interdiction de trois jours du lundi 31 octobre au mercredi 2 novembre inclus. «La circulation des poids lourds reprendra à partir de jeudi 3 novembre», ajoute le communiqué. Toutefois, il ne s'agit pas d'une interdiction totale. La mesure de la wilaya d'Alger ne concerne pas les catégories suivantes :

burants

- Les camions pour le ravitaillement en produits alimentaires
 - Les camions de travaux des institutions de la wilaya
 - Les camions des services des communes
 - Les camions des services d'intervention de SEAL et de Sonelgaz
- «La wilaya d'Alger présente ses excuses pour le désagrément causé par cette mesure provisoire», conclut le communiqué.

LE BILAN DE L'ACCIDENT DE CIRCULATION SUR LA RN-1 S'ALOURDIT

Le bilan de l'accident de circulation sur la RN-1 survenu, dimanche matin, sur la RN-1 reliant la wilaya de Médéa à la wilaya de Blida s'est alourdi. Une personne a trouvé la mort et vingt-

quatre (24) autres ont été blessées selon la Radio régionale de Médéa. Le wali de Médéa s'est rendu au chevet des blessés transférés à l'hôpital de la ville.

MANIFESTANTS BURKINABÈ : « NOUS NE VOULONS PLUS DE BASE MILITAIRE FRANÇAISE AU BURKINA FASO »

Des centaines de manifestants burkinabè se sont déplacés vendredi 28 octobre jusqu'au camp Bila Zagré de Kamboinsin, où sont stationnées les forces spéciales françaises et ont demandé que la « France quitte le Burkina Faso » et ce, sous « 72 heures ». Les manifestants ont également réclamé le dé-

part de cinq anciens ministres de l'ex-président de la transition Damiba, reconduits dans le nouveau gouvernement. Munis de sifflets et de vuvuzelas, arborant des drapeaux burkinabè et russes, les manifestants ont rallié l'ambassade de France pour dire « non à la présence des forces françaises » : ils accu-

sent la France de jouer un jeu trouble dans la lutte anti-jihadiste au Burkina Faso, a rapporté la RFI. « Trop, c'est trop, nous ne voulons plus de base militaire française au Burkina Faso. Nous exigeons leur départ pur et simple », martèle un responsable du mouvement Africa Révolution.

APRÈS LE 20^E CONGRÈS, LA CHINE RÉAFFIRME SON SOUTIEN À LA RUSSIE

Lors d'un appel téléphonique qui s'est déroulé dans la journée d'hier, Wang Yi, ministre des Affaires étrangères et nouveau membre du Politburo, et son homologue russe Sergueï Lavrov ont exprimé un soutien mutuel rarement aussi limpide dans les relations sino-russes. Wang Yi a notamment affirmé l'importance de légitimer « le statut de la Russie en tant que grande puissance sur la scène

internationale » et qu'il s'agissait du « droit légitime de la Chine et de la Russie de réaliser leur propre développement ». Ainsi, le nouveau membre du Politburo a eu l'occasion de réaffirmer à de multiples reprises les grands principes hégémoniques de la « pensée Xi », en faisant référence à la doctrine chinoise d'autodétermination des peuples qui doit pousser la Russie à continuer sur sa

propre voie de développement, en-dehors du consensus de Washington. La Chine a aussi exprimé sa volonté que la Russie fasse partie des institutions internationales, malgré la menace potentielle de son exclusion du Conseil de sécurité de l'ONU. Il fait peu de doute que la Chine essaie de s'entourer d'alliés au sein des principales organisations internationales afin d'y imposer ses vues.

ÉTATS-UNIS

LE MARI DE NANCY PELOSI "VIOLEMMENT ATTAQUÉ" AU MARTEAU. L'AGRESSEUR CHERCHAIT LA CHEFFE DÉMOCRATE AMÉRICAINE

Un homme a violemment attaqué au marteau le mari de la N°3 du gouvernement américain Nancy Pelosi vendredi 28 octobre au matin aux Etats-Unis. L'individu voulait s'en

prendre à la dirigeante américaine. Les médias américains rapportent qu'un homme a attaqué vendredi matin le mari de la cheffe des démocrates au Congrès Nancy Pelosi, a rappor-

té la police, mais l'agresseur présumé cherchait en réalité la dirigeante américaine, une nouvelle illustration des dangers planant sur les élus à deux semaines des élections de mi-mandat.

MARSEILLE : UN ENFANT AUTISTE RETROUVÉ MORT, SA MÈRE EN GARDE À VUE

Terrible drame à Marseille. Le corps d'un enfant de 12 ans a été retrouvé sans vie samedi 29 octobre sur les rives du fleuve Huveaune.

Le corps de cet enfant, autiste selon sa famille, portait des plaies causées par une arme blanche, selon le JDD. «La

mère de l'enfant a été placée en garde à vue, compte tenu des constats de la police technique et scientifique dans l'appartement» familial, a précisé à peine deux heures plus tard la procureure de la République de Marseille, Dominique Laurens, à l'AFP.

GUERRE EN UKRAINE : LA RUSSIE ACCUSE L'OTAN D'ÊTRE RESPONSABLE DE L'ESCALADE NUCLÉAIRE

La Russie a déclaré samedi que le déploiement accéléré d'armes nucléaires tactiques américaines B61 modernisées sur des bases de l'Otan en Europe aurait pour conséquence d'abaisser le "seuil nucléaire" et que Moscou devait en tenir compte dans sa planification militaire.

L'armée russe dispose d'environ 2.000 armes nucléaires tactiques opérationnelles, contre envi-

ron 200 pour les États-Unis, dont la moitié sont stationnées sur des bases en Italie, en Allemagne, en Turquie, en Belgique et aux Pays-Bas.

Politico a rapporté que les États-Unis avaient déclaré, lors d'une réunion à huis clos de l'Otan, qu'ils allaient accélérer le déploiement d'une version modernisée de la bombe nucléaire B61, la B61-12, qui arrivera en décembre

sur les bases européennes concernées, soit avec plusieurs mois d'avance sur le calendrier initial.

« Nous ne pouvons pas ignorer les projets de modernisation des armes nucléaires, ces bombes classiques qui se trouvent en Europe », a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères russe Alexandre Grouchko à l'agence de presse russe RIA.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LE MONDE ENTIER A LES YEUX BRAQUÉS SUR LES CHEFS D'ÉTAT PRÉSENTS,
LES DOSSIERS DÉBATTUS ET LES DÉCISIONS QUI SERONT PRISES

Alger, capitale du monde arabe

Le jour J arrive enfin. Celui de la mobilisation arabe face à un contexte international hostile qui fragilisera encore plus ceux qui prendront les mauvais choix et les mauvaises directions.

Entre les participants, les absentes et les hésitants, il y avait de l'espace pour tous, et chacun avait ses petites notes à prendre, son mot à dire, son dossier à traiter, et si possible, son tempo à assurer.

Le prince Muhammad ben Salmane, prince héritier d'Arabie saoudite, a été le premier à téléphoner au président algérien Abdelmadjid Tebboune, s'excusant de ne pouvoir assister au sommet. Beaucoup d'émirs et de chefs d'Etat s'étaient engouffrés par la suite dans la brèche ouverte par MBS. Il est clair que beaucoup ne sont pas intéressés par le fait d'ajouter foi au leadership algérien, préférant mille fois garder les cartes en main que les donner à autrui. Qu'importe, Alger sera une réunion de mobilisation et de réunification, pas un club fermé d'intriguants.

L'Algérie a dû faire face à de nombreuses pressions et obstacles pour la décourager d'accueillir ce sommet, de rassembler l'unité arabe et de la mobiliser derrière la première cause centrale arabe, à savoir la cause palestinienne. Les obstacles peuvent être résumés dans les points suivants :

Premièrement, elle a toléré toutes les disputes et les critiques qui ont fusé de toutes parts, préférant faire le dos rond pour encaisser et faire avancer la caravane, et couper court aux hésitations de certains Etats au sujet de la participation de la Syrie, alors qu'auparavant ce sont eux, entre autres puissances, qui ont versé des milliards pour détruire la Syrie, la fragmenter et tenter de renverser son régime, projet ultime devant



lequel ils ont échoué. Deuxièmement, les autorités algériennes ont envoyé une invitation officielle au Maroc pour participer au sommet, invitation qui a été remise à Rabat par son ministre de la Justice, supprimant le prétexte marocain.

Troisièmement, les autorités algériennes ont confirmé que le Front Polisario ne participera pas à ce sommet car il n'est pas membre de la Ligue arabe, supprimant ainsi le dernier prétexte que les armées électroniques arabes officielles ont tenté d'employer pour empoisonner l'atmosphère.

Quatrièmement, contrecarrer une tentative sioniste de per-

turber l'atmosphère des relations entre l'Algérie et sa grande sœur l'Égypte, en laissant filtrer des informations « toxiques » sur le mécontentement de l'Égypte face à l'accueil par l'Algérie de la conférence de réconciliation palestinienne, et sous réserve de sa participation (c'est-à-dire l'Égypte) à ce sommet, arguant la nécessité de condamner les positions turques. Les menées souterraines n'ont jamais cessé depuis des mois, faisant dans la provocation et l'outrance, et il est tout à fait exceptionnel de voir comment Alger a pu, dans la sérénité, aller de l'avant sans se démonter outre-mesure.

L'Algérie a accueilli les factions palestiniennes dans sa capitale et a réussi à les rapprocher. Elle leur demande aujourd'hui, au nom des avancées faites, de concrétiser la "Déclaration d'Alger" lors de ce sommet.

Cette réunification des rangs sera le mur arabe solide face aux tentatives israéliennes d'infiltrer les rangs arabes, puis de pénétrer le continent africain et rejoindre l'Union africaine, par le biais de pays tiers.

C'est déjà une victoire de l'Algérie, avant même le commencement du Sommet. Toute autre réussite sera un bonus et un couronnement.

Fayçal Oukaci

OUSSAMA BOUCHEMAKH, GÉOPOLITICIEN ET CHERCHEUR UNIVERSITAIRE, À L'EXPRESS :

« Un Sommet d'importance décisif pour le monde arabe »

Propos recueillis par F.O.

Enseignant en sciences politiques et relations internationales, Oussama Bouchemakh livre épisodiquement pour la presse nationale et internationale des analyses pertinentes. Sur le Somme arabe d'Alger, l'Express lui a tendu le micro. Écoutons-le :

« Le mouvement diplomatique algérien a travaillé pour ce sommet arabe dans trois directions :

« Première tendance : la nécessité de la présence des dirigeants arabes pour que ce

soit un sommet de propositions et d'actions, et pas seulement une présence formelle, après le report du sommet de mars dernier.

« La deuxième tendance consiste à résoudre les questions litigieuses et à se concentrer davantage sur ce qui unit les Arabes, en évitant ce qui les divise, y compris les différences interdépendantes, et en établissant un cadre pour résoudre ces différences.

« La troisième tendance : les répercussions de la guerre russo-ukrainienne et ses

répercussions sur le système international, car le monde arabe est l'un des piliers régionaux qui sera fortement affecté par les transformations internationales en termes (d'acteurs, de facteurs, d'opérations et de secteurs) »

« Ce qui la fait sortir des cercles du danger, c'est-à-dire une étape de traitement sécuritaire qui peut être contenue dans la notion de menace, qui est la région hors de contrôle.

« C'est pourquoi le discours du ministre algérien des

Affaires étrangères, M. Ramtane Lamamra, est venu que les transformations internationales se répercuteront sur la sécurité régionale arabe en l'absence du projet, qu'il s'agit d'une menace existentielle...

« Ainsi, les dirigeants politiques algériens ont souligné la nécessité d'unir les Arabes, et pourquoi pas d'opérer une révolution dans les affaires arabes en choisissant la date symbolique du 1er novembre pour la convocation du sommet ».

LA LIBYE METTRA LE DOSSIER SUR LA TABLE DE LA NÉGOCIATION INTERARABE

Tripoli compte sur le Sommet d'Alger pour sortir de l'impasse

La ministre libyenne des Affaires étrangères, Najla Al-Mangoush, a exprimé hier, son optimisme quant aux résultats de la 31^e session du Conseil de la Ligue des États arabes, qui se tiendra en Algérie les 1^{er} et 2 novembre. Al-Mangoush a déclaré

avant le début des travaux de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères, qu'elle est optimiste quant aux résultats du sommet arabe sur la réalité arabe en général, et sur la situation en Libye notamment. Le ministre des Affaires

étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, avait reçu hier soir son homologue libyenne, qui a confirmé que tous les ingrédients de la réussite du sommet arabe en Algérie sont réunis. **I.M.Amine**

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



LA CARAVANE PASSE...

Jouer au trouble-fête. Tel est l'objectif assigné à la présence du Maroc au 31^e Sommet de la Ligue arabe. Les informations fallacieuses et tendancieuses sur la participation de Brahim Ghali aux travaux de ce Sommet, relayées par les médias marocains, et les agitations de Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères du Maroc, à la réunion des ministres des Affaires étrangères arabes préparatoires du 31^e Sommet sont des actes qui ne trompent pas sur les véritables intentions de la présence du Maroc à ce sommet. Alors que l'Algérie cherche, à travers ce Sommet, à unifier les rangs arabes, comme elle l'a fait il y a quelques jours avec les Palestiniens, à renforcer la coopération économique et sécuritaire arabe et à mettre un terme aux conflits meurtriers qui minent plusieurs pays de la région, le Maroc veut en faire une tribune pour dénigrer l'Algérie et faire la promotion de son sinistre plan d'autonomie pour le Sahara occidental. Le comportement inélegant et irrespectueux des protocoles de Nacer Bourita samedi dernier à Alger fait partie de cette vaste pièce théâtrale mise au point depuis des mois pour parasiter le 31^e Sommet de la Ligue arabe.

Maintenant, il apparaît clairement que certains pays de la Ligue arabe ne portent aucun intérêt à la « Oumma arabe » qu'ils n'évoquent que par hypocrisie. Pour eux, seuls leurs propres intérêts comptent, quitte pour cela à s'acoquiner avec Israël, qu'ils nous présentaient pourtant depuis des décennies comme leur ennemi juré. Ce sommet, même avant sa tenue, a le mérite de faire tomber les masques. A la volonté et aux efforts de l'Algérie pour résoudre les crises que traverse la région et pour unifier les rangs dispersés des pays arabes, certains s'ingénient à briser ces efforts et à empêcher même la tenue à Alger du Sommet arabe.

Pire, alors que les Palestiniens tombaient sous les balles assassines des sionistes, des pays qu'on prenait pour des champions de la cause palestinienne, faisaient dans une « harwala » ridicule vers la normalisation avec Israël. On se souviendra, en tout cas, qu'au moment où des pays arabes se jetaient, tout feu tout flamme, dans les bras d'Israël, l'Algérie unifiait les rangs épars des Palestiniens et tentait de faire de même avec les rangs arabes. Fidèle à sa glorieuse Révolution dont elle fête ce 1^{er} novembre le 68^e anniversaire de son déclenchement, fermement attachée à ses principes diplomatiques, l'Algérie sera le rempart sur lequel se briseront toutes les félonies des pays qui se sont détournés des grandes causes de la « Oumma ».

Z.M.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE INTERARABE

Les thèmes de l'économie font partie aussi du sommet

Le Conseil économique et social arabe a adopté, au terme de sa réunion, 24 recommandations qui seront soumises à l'appréciation du Sommet.

La 31^e session du Sommet arabe d'Alger se tient dans un contexte international particulier qui exige une forte volonté de travailler en équipe et de répondre de manière collective aux préoccupations du monde arabe. En prévision de ce rendez-vous, le Conseil économique et social arabe a adopté, au terme de sa réunion, 24 recommandations qui seront soumises à l'appréciation du Sommet. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a relevé, lors d'une conférence de presse, que ces recommandations ont été approuvées à l'unanimité après un débat constructif, sur des questions économiques et sociales très importants et sensibles, dont la sécurité alimentaire arabe. Rezig a également sou-

ligné que les recommandations contenaient des appels à accélérer la mise en place de l'Union douanière arabe. Le ministre admet qu'il existe des obstacles non tarifaires. Il a souligné que toutes les exigences de la Grande zone arabe de libre-échange ne seront remplies que par la levée de tous les obstacles auxquels sont confrontés les échanges inter-Etats arabes. Revenant aux circonstances exceptionnelles qui ont caractérisé la tenue de cette session, le ministre du Commerce avait indiqué que la confrontation à cette situation ne devrait pas se faire de manière séparée. D'autant plus, dit-il, que l'accélération des événements sur la scène mondiale a placé la région arabe au centre de l'attention de la communauté internationale en raison de son impact sur les conditions économiques optimales. Le ministre a appelé à construire un groupe économique arabe impénétrable qui préserve les intérêts du citoyen arabe et le soutien dans l'avancement de ses économies. Pour sa part, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Nadir Arbaoui, a indiqué



que la réunion des hauts responsables économiques et sociaux examine avec minutie les décisions soumises au sommet et les projets de résolutions à caractère économique et social, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement durable 2030, à la lumière d'une crise mondiale multidimensionnelle économique, sociale et sanitaire. Il a ajouté que les projets de résolutions économiques et sociales présentés comprennent de nombreux domaines importants et prioritaires, compte tenu de leur étroite association avec les Etats membres, notamment pour concrétiser le projet d'intégration économique arabe, en particulier ceux associés à la promotion des échanges commerciaux dans divers programmes et stratégies. A cet égard, l'expert économique, Abdelkader Slimani, a déclaré que les pays arabes doi-

vent parvenir à construire un groupe économique optimal pour relever les défis actuels de toutes sortes. D'autant plus que les Arabes, en nombre, importent 100 milliards de dollars de denrées alimentaires et 40 tonnes de céréales, ce qui représente, dit-il, 50 % de leurs besoins. Il a appelé, dans une déclaration au quotidien arabophone El Maghreb El Awsat, à développer une stratégie unifiée, notamment dans le domaine agricole, à travers le contrôle les chaînes de valeur et d'approvisionnement afin d'atteindre la sécurité alimentaire, en plus des défis liés à la sécurité de l'eau, après que des famines ont été enregistrées en raison de la sécheresse dans de nombreux pays arabes, comme le Yémen et la Somalie». Slimani a également précisé que «les pays arabes détiennent 50% des réserves

mondiales de gaz naturel et 35% des réserves mondiales de pétrole, en plus d'autres minéraux tels que le fer, l'or, le phosphate et autres, qui permettraient de créer un groupe économique fort». L'expert a déploré le volume des échanges commerciaux entre les pays arabes, qui n'ont enregistré que 10% du volume du commerce intra-régional, sur plus de 2000 milliards de dollars «la valeur des échanges commerciaux vers et depuis les pays arabes». L'orateur a souligné la nécessité de «fournir un système de communication qui permette de promouvoir les biens de chaque pays dans le reste des pays, et d'exploiter les fonds fournis par le Fonds monétaire arabe dans des investissements réels qui réalisent la croissance intégrée au tissu industriel dans la plupart des pays.

Youcef S.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN DÉBAT À ORAN

L'Université Oran-1 "Ahmed Benbella" abritera mercredi la 3^{ème} Conférence internationale sur les systèmes embarqués et distribués, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par le Laboratoire des architectures parallèles et des calculs intensifs de l'Université Oran-1 "Ahmed Benbella", la 3^{ème} Conférence internationale sur les systèmes embarqués et distribués portera sur les problématiques de recherche liées à l'intelligence artificielle (IA) et internet des objets (IOT) et aux systèmes embarqués et leurs applications. Elle offrira également une opportunité pour les chercheurs universitaires de présenter les résultats de leurs travaux et de discuter des différentes approches de résolution des problèmes rencontrés, a précisé le directeur du Laboratoire, le Dr. Abou El Hassen Benyamina. Des cadres du secteur socio-économique auront l'occasion d'exposer les problèmes posés et de discuter avec les chercheurs universitaires des approches et des solutions pour les résoudre. "La rencontre entre l'Université et le secteur socio-économique pourra déboucher sur le montage de projets de recherche communs et multisectoriels dont les résultats auront un impact positif sur l'économie nationale et sur la société, en général" a souligné le directeur du Laboratoire, organisateur de l'événement. Les travaux de cette rencontre, de deux jours se dérouleront en mode hybride (présentiel et vidéoconférences). Plusieurs conférences seront animées par des spécialistes nationaux et

étrangers, notamment d'Espagne, de France, de Belgique, du Canada et de Qatar. La thématique de la conférence sera abordée à travers plusieurs axes, dont "les systèmes embarqués et temps réel", "les réseaux et protocoles de communication", "l'ingénierie dirigée par les modèles" et "internet des objets dans l'agriculture de précision", ont précisé les organisateurs.

APS

Sommet de la Ligue arabe : le retour de l'âge d'or de la diplomatie algérienne

Le journal français l'Opinion consacre dans sa livraison du 28 octobre, un article au sommet de la Ligue arabe et à la diplomatie algérienne. Les faits : La 31^e session de l'organisation panarabe se tiendra à Alger les 1^{er} et 2 novembre. Elle devrait concrétiser la réconciliation des factions palestiniennes. La rencontre sera largement consacrée aux crises au Moyen-Orient. Le journal rappelle que le 13 octobre dernier, quatorze factions palestiniennes dont le

Fatah, le Hamas et le Jihad islamique, ont signé la Déclaration d'Alger. Elles s'engagent à organiser des élections d'ici un an. La publication ajoute : Une victoire diplomatique pour l'Algérie qui marque son grand retour sur la scène internationale. Abdelmadjid Tebboune tient son premier grand succès diplomatique. L'Opinion souligne : Le 13 octobre au Palais des nations, le président algérien affichait un large sourire aux côtés des responsables des factions palestiniennes signataires de « la Déclaration d'Alger ». Ces derniers ont exprimé leur gratitude et salué le rôle de l'Algérie dans le processus de réconciliation. L'appui à la cause palestinienne figurera au centre des discussions du sommet de la Ligue arabe, prévu les 1^{er} et 2 novembre à Alger. L'organisation ne s'est plus réunie depuis trois ans en raison de la crise sanitaire.

Y. B.

Anniversaire du 1^{er} Novembre : un méga rassemblement de la jeunesse algérienne à Riadh El Feth

Un méga rassemblement de jeunes algériens venus des quatre coins du pays a été organisé samedi après-midi à l'esplanade de Riadh El Feth (Alger), à l'occasion de la célébration du 68^e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1^{er} novembre. Supervisant le lancement de cette manifestation, le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a indiqué qu'il s'agit par ce rassemblement d'exprimer l'attachement de la jeunesse de l'indépendance à sa

grande histoire, notamment pour ce jour qui marqué le déclenchement de la guerre de libération". Qualifiant la date du 1^{er} novembre 1954 de "tournant" dans l'histoire de l'Algérie, il a appelé les jeunes à "s'inspirer des gloires de nos aïeux et à porter le flambeau pour édifier une Algérie prospère et développée". Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de "la concrétisation du programme élaboré par le CSJ pour commémorer le 68^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, qui coïncide cette année avec

l'organisation par l'Algérie du Sommet arabe les 1^{er} et 2 novembre", a expliqué le même responsable. De son côté, le conseiller à la présidence de la République chargé des archives et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, a qualifié l'évènement de "halte pour renouveler le serment pour l'édification de la patrie et la réunification arabe". Il a invité les générations montantes parmi les jeunes à "suivre les pas de la génération du 1^{er} novembre qui a écrit l'histoire de l'Algérie en lettres d'or".

APS

DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL EN PLEINE ÉVOLUTION

Nécessité de resserrer les rangs au sein du Monde arabe

La priorité serait d'œuvrer à l'unification des rangs arabes de sorte que le peuple arabe puisse vivre des vies paisibles loin des guerres et des conflits qui sont le lot quotidien de nombreux endroits sur la planète. Et qu'il vive dans la prospérité...



Plusieurs ministres arabes des Affaires étrangères estiment nécessaire d'unifier les efforts sous l'égide de la Ligue arabe pour régler les différends et relever les défis auxquels les pays arabes sont confrontés. Et le 31^e Sommet d'Alger, dont les travaux débiteront demain, constitue une occasion réelle de pouvoir le faire. Les chefs de la diplomatie arabe savent que l'unité est fondamentale parce que la force est dans l'unité. La priorité serait donc d'œuvrer à l'unification des rangs arabes de sorte que le peuple arabe puisse vivre des vies paisibles loin des guerres et des conflits qui sont le lot quotidien de nombreux endroits sur la planète. Et qu'il vive dans la prospérité. Plusieurs ministres arabes des Affaires étrangères, interrogés par nos confrères de l'APS, parlent de l'unification, de la prospérité et du chemin qui y mènent. Les diplomates arabes affirment tabler sur la capacité de l'Algérie, qui abrite le Sommet arabe les 1^{er} et 2 novembre prochain, à réaliser l'unification

des rangs arabes pour faire front aux mutations internationales. Ainsi, le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a indiqué que son pays « mise sur le rôle de l'Algérie pour parvenir à une véritable unification des rangs arabes. Pour lui, l'absence d'une position arabe unie ouvrirait la voie à l'ingérence dans les affaires internes des pays arabes. Evoquant la position du Liban vis-à-vis de la signature de l'accord de réconciliation palestinienne à Alger, le chef de la diplomatie libanaise a précisé que son pays avait accueilli avec satisfaction la rencontre des factions palestiniennes en Algérie, car étant une étape importante pour tous les Arabes, considérant que toute tentative de paix à l'avenir nécessite l'unité des rangs palestiniens au

moment où elle (l'entité sioniste) continue de rejeter les processus de paix. M. Bou Habib a formulé, par ailleurs, le vœu de voir le Conseil du Sommet arabe approuver l'initiative de la sécurité alimentaire, étant un projet bénéfique pour tous, relevant, par là même, la nécessité pour les pays arabes de coopérer en vue de mettre fin à la crise alimentaire internationale.

Le ministre djiboutien des Affaires étrangères, Mahmoud Ali Youssef, a assuré, lui, que son pays aspirait à ce que le 31^e Sommet arabe d'Alger, convoqué après un retard de trois ans et demi pour des raisons connues, soit couronné de succès, dans la mesure où, a-t-il dit, toutes les conditions sont réunies pour ce faire. Dans un autre contexte, le chef de la

diplomatie djiboutienne a fait savoir que son pays était favorable à l'initiative de la sécurité alimentaire devenue, de par le monde, un impératif compte tenu de la conjoncture induite par la crise ukrainienne. Il a également mis en avant le rôle arabe pionnier sur le continent africain, en ce sens que le monde arabe fait partie intégrante de ce continent. Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Othman Jerandi, a relevé l'importance « toute particulière » des réunions préparatoires, indiquant que les participants espèrent vivement que le 31^e Sommet arabe parviendra à atteindre les résultats escomptés et que l'Algérie aboutira, comme toujours, à des résultats positifs et en faveur de l'en-

semble des questions arabes. Relevant que plusieurs points seront examinés dans le cadre d'un ordre du jour très important, il a souligné la disposition de toutes les parties à œuvrer pour enrichir ces rencontres où la question palestinienne domine les débats.

Le chef de la diplomatie tunisienne a également évoqué la conjoncture internationale particulière dans laquelle se tient le Sommet arabe, relevant le changement et le développement des priorités depuis le dernier rendez-vous arabe. Il a insisté "d'interagir avec ces changements pour pouvoir y faire face en intensifiant les concertations et les rencontres avec les parties arabes et étrangères".

Le ministre des Affaires étrangères irakien, Fouad Hussain, a exprimé son souhait de voir "les décisions du Sommet traduites sur le terrain pour soutenir l'action arabe commune et réaliser le développement économique dans les pays arabes". Il a également mis en exergue le rôle "pionnier" de l'Algérie qui constitue pour les Irakiens "un pan de l'histoire du pays, et la guerre de libération étant constamment présente dans la culture et la politique irakiennes".

Le ministre des Affaires étrangères des Comores, Dhoihr Dhoulkamal, a formulé le souhait de son pays de voir le prochain Sommet arabe se réunir dans de "bonnes conditions" pour avancer dans les débats et développer la solidarité entre pays arabes. Appelant à un travail conjoint pour un Sommet couronné de "solutions consensuelles et des accords à la hauteur des aspirations de nos peuples", il a indiqué que les ministres arabes des Affaires étrangères se pencheront sur plusieurs dossiers épineux, à l'instar de la Palestine, la Syrie, la Libye et le Soudan.

Youcef S.

Lamamra : « Nous sommes tous concernés par la cause palestinienne »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a tenu ce samedi, des séances de travail avec un certain nombre de ses homologues arabes, en coordination avec les délégations de ces pays pour le succès de la réunion ministérielle préparatoire au Conseil de la Ligue des

États arabes au sommet lors de sa 31^e session. Les entretiens entre Lamamra et les invités algériens ont eu lieu avant le début de la réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères du Conseil de la Ligue des États arabes au sommet prévue mardi et mercredi. Dans une déclaration à la presse avant le début de la

réunion des MAE préparatoire au Conseil de la Ligue arabe, Lamamra a déclaré que « les rencontres ont été fructueuses et fraternelles, et nous avons trouvé un consensus ». Il a également indiqué que « nous sommes tous concernés par la cause palestinienne ».

APS

Sahara occidental : déclaration du MAE sur le vote du Conseil de sécurité

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a rendu publique samedi une déclaration suite au vote par le Conseil de sécurité d'une nouvelle résolution sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso). "L'examen par le Conseil de sécurité du rapport du Secrétaire général des Nations unies qui inclut des vues de son Envoyé personnel pour le Sahara occidental offrait au Conseil une précieuse occasion de peser sur la situation

dans le sens de la promotion effective de la décolonisation du territoire à travers l'exercice par son peuple de son droit imprescriptible à l'autodétermination", déclare le ministère des Affaires étrangères. Selon la même source, "la résolution 2654 adoptée le 27 octobre 2022 résulte, comme ses devancières depuis la remise en cause par la puissance occupante de ses engagements envers le plan de règlement porté par la résolution n. 690 (1991), d'un exercice laborieux de rédaction dépourvu de la volonté d'orienter et de stimuler des efforts

destinés à préserver la nature de la question du Sahara occidental et à lui appliquer scrupuleusement la doctrine et les bonnes pratiques des Nations unies en matière de décolonisation". "C'est le lieu de saluer la position adoptée par la Russie et le Kenya que le Conseil de sécurité aurait gagné à suivre pour faire œuvre utile", a-t-on souligné. "L'Envoyé personnel, Staffan de Mistura, dont l'Algérie comprend et encourage la démarche, méritait que le Conseil de sécurité le renforce par un mandat proactif et un soutien vigoureux pour lui

assurer un même niveau de coopération des deux parties, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, en particulier de la puissance occupante, dont les conditions préalables visent à rendre concevable une parodie de solution se traduisant par une annexion territoriale par la force et le fait accompli", ajoute le ministère. Et de poursuivre : "L'Algérie, qu'anime un sens élevé de ses responsabilités, tant envers le peuple du Sahara occidental qu'envers la région dans son ensemble comme en ce qui concerne l'effectivité des Nations unies, constate avec

regret un risque sérieux de dénaturation et d'érosion du processus qui serait préjudiciable à la paix, à la stabilité et à la sécurité régionales". "En ces moments de grandes incertitudes planant sur la scène mondiale, l'attachement aux buts et principes de la Charte des Nations unies au Sahara occidental se présente comme un test de crédibilité des professions de foi dans l'indivisibilité des valeurs devant régir une Communauté internationale pacifique, conviviale et juste", conclut la déclaration.

APS

AVEC PLUS DE LA MOITIÉ DES RÉSERVES MONDIALES EN PÉTROLE ET GAZ

Les pays arabes : un rôle important au sein de l'OPEP+

Les pays arabes dont l'Algérie, qui occupent une place stratégique dans le paysage énergétique et constituent la soupape de sécurité du système énergétique mondial, en disposant de plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole et du quart des réserves mondiales de gaz, ont un rôle important au sein de l'alliance OPEP+ (OPEP et alliés).

Durant la pandémie du Coronavirus, le rôle central de cette alliance est devenu plus qu'évident, à la faveur de l'accord de ses membres sur des réductions historiques ayant atteint 10 millions de barils/jour, contribuant grandement au rééquilibrage du marché et à la stabilité des cours du pétrole qui ont nettement baissé en 2020. Parmi les six pays arabes membres de l'organisation (qui compte 13 pays membres), l'Algérie a eu un rôle central, en 2020, dans le rapprochement des vues au sein de l'alliance OPEP+, en vue d'aboutir à une action commune visant le rééquilibrage du marché pétrolier. Ce rôle s'est davantage manifesté lorsque l'Algérie a assuré la présidence de l'OPEP en 2020, à travers les efforts considérables qu'elle a consentis pour le rééquilibrage du marché pétrolier et les "pourparlers marathon" tenus avec



tous les acteurs. Des efforts qui sont venus consacrer "la Déclaration de coopération", signée en décembre 2016 entre l'organisation et ses alliés, au terme de discussions tenues lors de la 170e réunion extraordinaire de la conférence ministérielle de l'OPEP, en septembre 2016 à Alger. Le nouveau secrétaire général de l'OPEP, le koweïtien Haitham al-Ghais, avait récemment mis en avant le rôle "actif" de l'Algérie au sein de l'OPEP depuis son adhésion à l'organi-

sation en 1969 et la tenue du 1er sommet de ses chefs d'Etat à Alger en 1975, outre "son appui au dialogue constructif et au rapprochement des vues entre les pays membres lors des crises traversées par l'organisation et face aux défis à relever". L'accord d'Alger de 2016 marquait "un moment important dans l'histoire de l'industrie pétrolière mondiale", avait-il affirmé, car ayant permis la réalisation de "l'équilibre du marché mondial et la stabilité des

cours du pétrole" et dont les résultats sont déjà palpables sur le terrain. Pour sa part, le Secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), Ali Sabt Ben Sabt a estimé que la situation actuelle dans le monde fait ressortir "l'importance stratégique des pays membres de l'OPAEP, en tant que soupape de sécurité pour le système énergétique mondial". Cette importance se manifeste à travers la position des pays

arabes sur les marchés mondiaux, puisqu'ils disposent de plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole, réalisent 27% de la production mondiale, possèdent 26% des réserves mondiales de gaz naturel et détiennent 15% du marché gazier international, indique le SG de l'OPAEP. "Grâce à ces réserves, les pays arabes demeurent un fournisseur fiable pour plusieurs pays du monde. Les premières estimations font ressortir une hausse du volume des exportations du pétrole brut dans les pays membres de l'OPAEP durant le deuxième trimestre de 2022 de près de 298.000 barils/jour par rapport au trimestre précédent, atteignant ainsi près de 18,5 millions de barils/jour", précise l'OPAEP. Durant le premier trimestre de 2022, les exportations des pays arabes de Gaz naturel liquéfié (GNL) ont atteint près de 27,7 millions de tonnes, avec une part de marché de près de 28%, selon les données fournies par l'OPAEP. Regroupant 11 pays arabes dont 6 membres de l'OPEP, l'OPAEP constitue un cadre important de coopération et de coordination entre les pays membres. L'Algérie, un des premiers pays à adhérer à cette organisation en 1970, a toujours apporté son plein soutien aux activités de l'organisation, en abritant notamment le 3e Congrès arabe de l'énergie en 1985, sous le thème "L'énergie et la coopération arabe", devenu ensuite un slogan pour les congrès suivants.

ACCÈS AUX DONNÉES DU SOUS-SOL ALGÉRIEN

Lancement d'une plateforme numérique

L'Agence nationale algérienne pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a annoncé, hier dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique permettant l'accès aux données du sous-sol algérien. Baptisée "explorer l'Algérie aujourd'hui" (EXALT), cette plateforme a été lancée à l'occasion de la conférence et l'exposition internationales d'Abu Dhabi sur le pétrole "Adipec 2022", selon la même source. Cette plateforme numérique "entièrement intégrée", développée par SLB, une entreprise de solutions technologiques dans le secteur de l'énergie, "permet un accès mondial fluide, à tout moment et n'importe où, à l'ensemble des données du sous-sol algérien et des produits durables". Selon l'agence Alnaft, la plateforme "Exalt" constitue "une opportunité sans précédent, dans l'histoire du marché énergétique algérien, qui permet aux investisseurs d'explorer de nouveaux gisements, de prospecter et d'évaluer le potentiel du domaine national des hydrocarbures". Elle permet également de démontrer "la valeur des opportunités nationales en amont et de promouvoir les ressources en hydrocarbures de l'Algérie dans le monde entier, y compris, à travers de futurs appels d'offres", est-il souligné dans le communiqué. Le communiqué rappelle dans ce sens que l'Algérie a une longue histoire d'activités d'exploration et de

production (E&P) de pétrole et de gaz qui remonte aux années 1950, soulignant que "ces activités ont produit une grande quantité de données numérisées, représentant l'un des principaux attributs concurrentiels de l'industrie pétrolière et gazière du pays". La plateforme Exalt est déployée en adéquation avec la loi 19-13 régissant les activités d'hydrocarbures et qui vise à encourager les partenariats internationaux dans ce secteur en introduisant notamment un régime fiscal simplifié et compétitif. S'agissant de la participation d'Alnaft à Adipec 2022, la

même source a souligné que l'Algérie s'emploie "à développer et augmenter ses réserves à travers sa compagnie pétrolière nationale Sonatrach et des joint-ventures avec des compagnies pétrolières et des investisseurs internationaux", tout en relevant "qu'en termes de réserves potentielles, l'Algérie possède la dixième plus grande réserve de gaz naturel prouvée au monde avec la troisième plus grande réserve de gaz non conventionnel". Le président de l'Alnaft, Nour Eddine Daoudi, avait déclaré que "60% du potentiel en hydrocarbures en

Algérie est sous-exploité ou carrément non-exploité et nécessite d'être développé", rappelle-t-on encore. L'Agence Alnaft, a été créée en vertu des dispositions de l'article 12 de la loi sur les hydrocarbures de 2002, dans l'objectif de promouvoir les investissements dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures et évaluer le secteur minier relatif aux activités en amont, notamment en réalisant des études de bassin et en acquérant des données.

R. E.

HABITAT

LA CNL TRANSFORMÉE EN EPE

La Caisse nationale du logement (CNL) est transformée d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) en une entreprise publique économique (EPE), en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel n° 70. Il s'agit du décret exécutif n° 22-357 portant transformation de la "caisse nationale du logement d'établissement public à caractère industriel et commercial en entreprise publique économique" et qui abroge les dispositions du décret exécutif n° 91-145 du 12 mai 1991, modifié et complété, portant statuts de la caisse nationale du logement (CNL). Signé le 20 octobre par le Premier ministre, M. Aïmene

Benabderrahmane, le décret a pour objet "la transformation de la caisse nationale du logement d'un établissement public à caractère industriel et commercial, sans création de personnalité morale nouvelle, en entreprise publique économique", est-il indiqué dans ce texte. Ainsi, l'EPE instituée est tenue "d'assurer les missions et les activités de l'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) jusqu'à l'établissement de ses statuts, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur", stipule le décret. "Les biens, droits et moyens de l'EPIC, quelle que soit leur nature, deviennent patrimoine de l'EPE qui en supporte les obligations", souligne le décret tout en précisant que "les

documents contractuels en vigueur, signés antérieurement à la publication du présent décret, par l'EPIC continuent à produire leurs effets et engagent l'EPE. S'agissant des modalités d'exécution et de rémunération des missions de service public confiées à l'EPE, elles seront définies par cahiers des charges. Faisant suite à la promulgation de ce décret, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi et le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, ont présidé samedi au siège de la CNL à Alger la réunion de l'assemblée générale, ainsi que du conseil d'administration en préparation à la création de l'EPE (Banque d'Habitat), a indiqué le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

R. E.

LES GROTTES DE DJEBEL FELTENE (MILA)

Témoins perpétuels des massacres commis par la France coloniale

Les grottes de Djebel Feltene relevant de la commune de Oued Seguen (sud de la wilaya de Mila) sont des témoins perpétuels de la barbarie de la France coloniale, qui a fait de ces lieux des antres de crimes collectifs contre des centaines d'Algériens, dont les restes n'ont été sortis qu'après l'indépendance.

Le moudjahid Amar Boudhersa (85 ans), secrétaire de la délégation des moudjahidine de la daïra de Teleghma, a témoigné que ces excavations, qui étaient à l'origine une mine de fer exploitée sous l'occupation française, ont été transformées en tombes collectives pour des centaines d'Algériens, dont des civils et des maquisards.

Selon M. Boudhersa, qui a rejoint les maquis de l'Armée de libération nationale en 1955, la France coloniale après avoir cessé l'exploitation de ce gisement minier, l'a transformé en fosses communes pour se débarrasser des corps de ses victimes, amenées des localités avoisinantes de Oued Seguen, dont Chelghoum Laïd et Constantine, et des centres de torture à l'instar de ceux de Teleghma, de la Cité Meziane



(Constantine) et probablement de biens d'autres régions du pays.

Il a expliqué avoir été, lui-même et les membres du groupe de moudjahidine auquel il appartenait, témoins d'une de ces atrocités alors qu'ils se trouvaient à Djebel Feltene, relevant de la wilaya II historique.

"Nous avons vu quatre jeeps militaires françaises faire descendre près de cette mine de nombreuses personnes, qui ont toutes été exécutées par balles puis jetées dans les grottes", a-

t-il attesté, toujours ému par cette scène atroce. "Devant ces crimes commis quasi quotidiennement, nous nous devons d'agir pour venger nos frères", a poursuivi le moudjahid, ajoutant qu'au printemps 1959, ils avaient tendu une embuscade à une patrouille des forces spéciales françaises stationnées à Teleghma éliminant les 18 soldats qu'elle comprenait".

Quelques jours après cette action, leur refuge à Djebel Feltene a été découvert et encerclé par les troupes françaises, a-t-il

enchaîné. "L'accrochage avait duré un jour entier. Trois moudjahidine sont tombés au champ d'honneur, dont le responsable du groupe", a déclaré Amar Boudhersa, assurant que son groupe a pu éliminer plusieurs soldats français avant son retrait vers la forêt Chetaba d'Ain Smara (wilaya de Constantine).

PLUS DE 660 CADAVRES DÉGAGÉS

Après le référendum sur l'auto-détermination du 1er juillet

1962, la priorité pour le moudjahid Amar Boudhersa et le groupe de l'ALN auquel il appartenait, était de se rendre à la mine de Djebel Feltene. Mais rien ne les avait préparé à l'horreur qu'ils allaient constater une fois sur place.

"Les cadavres étaient entassés et il nous a fallu un mois pour arriver à sortir toutes les victimes de cette sauvagerie inouïe du colonisateur français", s'est-il remémoré encore secoué par ces découvertes macabres. Pas moins de 664 cadavres, majoritairement des hommes, avaient été dégagés, a précisé ce témoin de la barbarie coloniale, ajoutant qu'il était alors impossible d'identifier beaucoup des victimes, à l'exception de celles qui avaient des signes distinctifs.

Plusieurs années après l'Indépendance, de nombreuses familles de différentes wilayas du pays se rendaient régulièrement dans la région de Feltene à la recherche de leurs fils moudjahidine. Elles affirmaient détenir des informations selon lesquelles ils (leurs fils) avaient été exécutés et jetés dans cette mine après leurs arrestations, a-t-il relevé. Pour le moudjahid, les entrailles de cette ancienne mine conservent toujours les corps de victimes algériennes et les crimes perpétrés par la France coloniale contre les Algériens sont à jamais ancrés dans la Mémoire collective.

APS

BATNA

Le massacre de Benkermiche à Hidoussa, un crime attestant de la barbarie du colonisateur

Les témoins encore en vie du massacre de la grotte Benkermiche de la localité de R'haouat dans la commune de Hidoussa (Batna), perpétré le 6 avril 1959 par l'armée d'occupation française, affirment que ce fut l'un des plus horribles crimes qui attestent de la barbarie du colonisateur. Les témoignages recueillis par l'APS s'accordent à affirmer que près de 60 chouhada dont la majorité des blessés et des malades qui recevaient des soins en ce lieu servant d'infirmerie à l'Armée de libération nationale, étaient morts asphyxiés et brûlés par des gaz toxiques. Compagnon du chahid Ali Nemeur, Belkacem Kherchouche, actuellement secrétaire de la Kasma des moudjahidine à Merouana, s'est dit bien se souvenir en dépit de ses 92 ans, qu'après le départ des soldats français qui avaient encerclé le lieu pendant trois jours, il fut quasiment impossible pour les moudjahidine de s'approcher de l'entrée de la grotte du fait de l'odeur des gaz. Nul ne put entrer dans la grotte qu'après une semaine du massacre, ajoute ce moudjahid qui assure ce que l'on a vu à l'intérieur était un horrible carnage: les victimes brûlées vives originaires de différentes régions étaient des masses de chair inidentifiables.

Les cadavres d'une vingtaine de chouhada ont pu être retirés et enterrés (avant le transfert de leurs restes après l'indépendance vers le cimetière des martyrs de Merouana) et les autres victimes se

trouvent toujours dans les entrailles de cette grotte où il était alors impossible de pénétrer, a ajouté le même témoin.

L'ARRESTATION D'UN FIDAÏ A CONDUIT À LA DÉCOUVERTE DE GHAR BENKERMICHE

L'arrestation d'un Fidaï au troisième jour de la bataille de Sour au village de Nafla à Hidoussa qui avait duré du 4 au 6 avril 1959 entraînant la mort de près de 100 chouhada civils avait conduit, assure le moudjahid Djemaï Abidri alias Abderrahmane (86 ans), à la découverte du refuge de Ghar Benkermiche.

Dans l'après-midi de la même journée, des forces françaises avaient encerclé ce

lieu avec des vols intenses de reconnaissance pour empêcher tout retrait possible, a ajouté le même témoin. Cette grotte se trouve sur un escarpement difficile à atteindre par un avion et cela a amené l'ennemi à recourir à un char qui a lancé trois obus chargés de gaz toxique brûlant, détruisant l'entrée de la grotte et exterminant tous ceux qui étaient à l'intérieur dont Brahim Anoune, responsable de ce refuge, son frère, son fils et le gardien de la grotte, a précisé Abidri. Le carnage de Ghar Benkermiche qui a prolongé la bataille de Sour, a été commis de la même manière barbare que le massacre commis deux semaines aupara-

vant le 23 mars 1959 dans la grotte Ghar Ouchettouh près du village Terchiouine à Taxlent (Batna) où 118 personnes furent gazées, a encore souligné Abidri qui a relevé que la seule différence réside dans le nombre de victimes. Les deux crimes de Sour et de Ghar Benkermiche constituaient des représailles contre la population de la région de Hidoussa qui offrait plusieurs refuges sûrs et points de repos et d'approvisionnement aux moudjahidine empruntant ce passage stratégique reliant les monts d'Ouled Soltane, Guetiane et Boutaleb aux monts des Aurès orientaux, a estimé le même témoin.

R. R.

68^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHÉMENT DE LA RÉVOLUTION

La caravane "Route de Novembre" des étudiants et des journalistes arrive à Sétif

La caravane "Route de Novembre" composée de 40 étudiants et de journalistes est arrivée samedi à Sétif pour visiter certains monuments historiques de cette wilaya, a indiqué le directeur des moudjahidine et ayants droit, Harnza Ouadah.

La visite de la caravane à Sétif qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 68^e anniversaire du déclenchement de la

Révolution de Novembre sous le slogan "Epopée d'un peuple, dignité d'une nation", a été lancée jeudi passé à Alger par le ministre des Moudjahidine et Ayants droit, M. Laïd Rebiga, et le ministre de la Communication M. Mohamed Bouslimani, a précisé à l'APS le même responsable au village Melloul (sud de Sétif), lieu d'accueil de la caravane.

La caravane qui revisite la

mémoire ainsi que décrit par le ministre des Moudjahidine s'est rendue vers plusieurs monuments historiques dans les wilayas d'Alger, Khenchela et Biskra avant de rejoindre Sétif, sa quatrième station, pour se diriger ensuite vers Mostaganem et Tizi-Ouzou. A Sétif, les participants à la caravane découvriront les géolés du camp de Ksar Ettir près d'Ain Oulmène où furent

torturés les moudjahidine et la collection de vestiges de la Révolution conservée au Musée du moudjahid de Sétif. Les hôtes de la wilaya seront également invités à assister à des témoignages vivants de moudjahidine et veuves de chouhada sur les événements qu'ils avaient vécus durant la Guerre de libération nationale, est-il indiqué.

R.R.

LE SABOTAGE DU GAZODUC NORD

OMERTA DANS LA GUERRE

Le ministère de la Défense russe accuse une "unité de la marine britannique d'avoir participé à "une attaque terroriste en mer Baltique", à savoir l'explosion des gazoducs Nord Stream. Le ministère de la Défense britannique s'est refusé à tout commentaire.

Par Diana Johnstone* / Consortium news

Le ministère de la Défense russe a déclaré samedi 29 octobre que les explosions sur les gazoducs Nord Stream le mois dernier avaient été causées par des soldats de la marine britannique dans le cadre d'une campagne de sabotage des infrastructures russes.

Selon le ministère, des "spécialistes britanniques" basés à Otchakiv, dans la région de Mykolaïv, en Ukraine, ont par ailleurs dirigé des attaques de drones visant des bâtiments de la flotte russe de la mer Noire en Crimée. "Selon les informations à notre disposition, des membres de cette unité de la marine britannique ont pris part à la planification, à l'équipement et à la mise en œuvre d'une attaque terroriste en mer Baltique le 26 septembre de cette année, faisant sauter les gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2", a déclaré le ministère.

Le ministère de la Défense britannique s'est refusé à tout commentaire dans l'immédiat. La Russie avait auparavant pointé du doigt la responsabilité de l'Occident dans les explosions qui ont provoqué une rupture des gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 dans la Baltique. Mais elle n'avait jusqu'à présent pas détaillé ses accusations.

Le Kremlin a qualifié à plusieurs reprises de "stupides" les mises en cause de la responsabilité russe dans ces explosions et des responsables russes ont déclaré que ces explosions profitaient aux États-Unis, qui souhaitent selon eux augmenter leurs ventes de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Europe. Les États-Unis ont nié toute implication.

Maria Zakharova, une porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a déclaré que Moscou allait porter le dossier devant le Conseil de sécurité des Nations unies, ajoutant sur les réseaux sociaux que Moscou souhaitait attirer l'attention sur "une série d'attentats terroristes commis contre la Fédération de Russie dans les mers Noire et Baltique impliquant la Grande-Bretagne".

Omerta dans la guerre des gangsters
Le sabotage du gazoduc Nord Stream 2 a pratiquement annoncé que la guerre en Ukraine ne peut que s'intensifier sans qu'aucune fin ne soit en vue.

Les guerres impérialistes sont menées pour conquérir des terres, des peuples, des territoires. Les guerres de gangsters sont menées pour éliminer les concurrents. Dans les guerres de gangsters, on lance un avertissement obscur, puis on casse les vitres ou on brûle l'endroit.

La guerre des gangsters, c'est ce qu'on fait quand on est déjà le patron et qu'on ne laisse aucun étranger

empiéter sur son territoire. Pour les « parrains » de Washington, le territoire peut être à peu près partout, mais son cœur est l'Europe occupée.

Par une étrange coïncidence, il se trouve que Joe Biden ressemble à un chef de la mafia, qu'il parle comme un chef de la mafia et qu'il arbore un demi-sourire de travers comme un chef de la mafia. Il suffit de regarder la désormais vidéo mise en ligne sur le sujet.

Biden : « Si la Russie envahit... alors il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin ».

Journaliste : « Mais comment allez-vous faire, exactement, puisque...le projet est sous le contrôle de l'Allemagne ? »

Biden : « Je vous promets que nous serons en mesure de le faire ».

Capable, c'est sûr.

La pose du gazoduc Nord Stream 2 à travers la mer Baltique, depuis les environs de Saint-Petersbourg jusqu'au port de Greifswald en Allemagne, a coûté des milliards de dollars. L'idée était de garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel de l'Allemagne et d'autres partenaires européens en contournant l'Ukraine, connue pour sa volonté d'utiliser ses droits de transit pour siphonner du gaz pour elle-même ou faire chanter ses clients.

Bien sûr, l'Ukraine a toujours été farouchement hostile au projet. Les États-Unis aussi. Tout comme la Pologne, les trois pays baltiques, la Finlande et la Suède, tous attentifs à ce qui se passait dans leur mer.

La mer Baltique est une étendue d'eau presque fermée, avec un accès étroit à l'Atlantique par les détroits danois et suédois. Les eaux proches de l'île danoise de Bornholm, où les pipelines Nord Stream ont été sabotés par des explosions sous-marines massives, sont sous la surveillance militaire constante de ces voisins.

« Il semble totalement impossible qu'un acteur étatique puisse mener une opération navale majeure au milieu de cette zone densément surveillée sans être remarqué par les innombrables capteurs actifs et passifs des États riverains ; certainement pas directement au large de l'île de Bornholm, où Danois, Suédois et Allemands ont rendez-vous pour surveiller les activités de surface et sous-marines », écrit Jens Berger dans l'excellent site allemand Nachdenken Seiten.

EN JUIN DERNIER, BERGER RAPPORTE :

« La manœuvre annuelle de l'OTAN Baltops s'est déroulée en mer Baltique. Sous le commandement de la 6e flotte américaine, 47 navires de guerre ont participé à l'exercice cette année, dont la force de la flotte américaine autour du porte-hélicoptères USS Kearsarge. Une manœuvre parti-

culière a été menée par la Task Force 68 de la 6e Flotte – une unité spéciale de neutralisation des explosifs et munitions et d'opérations sous-marines des Marines étasuniens, l'unité même qui serait la première à qui s'adresser pour un acte de sabotage sur un pipeline sous-marin ».

En juin de cette année, cette même unité a participé à une manœuvre au large de l'île de Bornholm, en opérant avec des véhicules sous-marins sans pilote. Berger estime qu'une opération de sabotage de grande envergure « n'aurait pas pu être menée directement sous le nez de plusieurs États riverains sans que personne ne s'en aperçoive ». Mais il ajoute cette observation intelligente : « si l'on veut cacher quelque chose, il est préférable de le faire en public ».

Pour pouvoir fixer des engins explosifs sur un gazoduc en passant à moitié inaperçu, il faudrait une distraction plausible – une raison de plonger près de Bornholm sans être immédiatement soupçonné de commettre un acte de sabotage. Il n'est même pas nécessaire qu'elle soit directement liée dans le temps aux attaques. Les engins explosifs modernes peuvent, bien sûr, être déclenchés à distance. Alors, qui a mené de telles opérations dans la zone maritime ces dernières semaines ? Comme par hasard, c'est exactement la même force opérationnelle autour de l'USS Kearsarge qui était à nouveau dans la zone maritime autour de Bornholm la semaine dernière.

En bref, pendant les manœuvres de l'OTAN, un participant aurait pu poser les explosifs, pour les faire sauter à un moment choisi ultérieurement.

Par une étrange coïncidence, quelques heures seulement après le sabotage de Nord Stream 1 et 2, les cérémonies d'ouverture du nouveau pipeline de la Baltique transportant du gaz de la Norvège vers le Danemark et la Pologne ont commencé.

LA SIGNIFICATION POLITIQUE DU SABOTAGE

En raison des sanctions occidentales contre la Russie, le gaz n'était pas livré par les gazoducs détruits. Cependant, le gaz à l'intérieur des gazoducs fuit dangereusement. Les gazoducs restaient prêts à être utilisés dès qu'un accord pourrait être trouvé. Et la première signification, dramatique, du sabotage est que désormais, aucun accord ne peut être trouvé. Nord Stream 2 aurait été la clé d'une sorte d'accord entre la Russie et les Européens. Le sabotage a quasiment annoncé que la guerre ne peut que s'intensifier, sans fin en vue.

En Allemagne, en République tchèque et dans quelques autres pays, des mouvements commençaient à se développer pour demander la fin des sanctions, et plus précisément pour

résoudre la crise énergétique en mettant Nord Stream 2 en service pour la première fois. Le sabotage a donc invalidé la principale revendication des mouvements pacifistes potentiels en Allemagne et en Europe. Cet acte de sabotage est avant tout un sabotage délibéré de toute perspective de paix négociée en Europe. L'Occident a ensuite demandé aux gouvernements de l'OTAN d'appeler tous leurs citoyens à quitter la Russie immédiatement. En prévision de quoi ?

LES RUSSES L'ONT FAIT

Dans cette situation catastrophique, les grands médias occidentaux se demandent tous qui pourrait être le coupable, et les soupçons se portent automatiquement sur... la Russie. Le motif ? « Pour augmenter le prix du gaz » ou « pour déstabiliser l'Europe » – des choses qui se produisaient de toute façon. N'importe quelle idée farfelue fait l'affaire. Les faiseurs d'opinion européens montrent le résultat de 70 ans d'[Us]américanisation. En Allemagne surtout, mais aussi en France et ailleurs, pendant des décennies, les États-Unis ont systématiquement repéré les jeunes en devenir, les ont invités à devenir de « jeunes leaders », les ont invités aux États-Unis, les ont endoctrinés dans « nos valeurs » et les ont fait se sentir comme des membres de la grande famille transatlantique. Ils sont mis en réseau pour occuper des postes de premier plan dans la politique et les médias. Ces dernières années, on s'alarme beaucoup des prétendus efforts russes pour exercer une « influence » dans les pays européens, alors que les Européens baignent dans une perpétuelle influence US : films, Netflix, culture pop, influence dans les universités, les médias, partout.

Lorsqu'une catastrophe frappe l'Europe, on ne peut pas la mettre sur le dos des États-Unis d'Amérique (sauf pour l'ancien président Donald Trump, car l'establishment étasunien l'a méprisé et rejeté, alors les Européens doivent faire de même). Il faut que ce soit le méchant du film, Poutine.

L'ancien ministre polonais des Affaires étrangères, Radek Sikorsky, fanatiquement anti-russe, n'a pas pu se retenir et a joyeusement salué les fuites massives de gaz naturel du gazoduc détruit par un joyeux tweet : « Merci, USA ». Mais la Pologne était certainement aussi disposée, et peut-être même capable. Il en est de même pour d'autres pays de l'OTAN. Mais ils préfèrent tous « suspecter » publiquement la Russie.

Officiellement, jusqu'à présent, aucun gouvernement de l'OTAN ne sait qui a fait le coup. Ou peut-être le savent-ils tous. Peut-être est-ce comme le célèbre mystère d'Agatha Christie dans le train de l'Orient Express, où

les soupçons se posent sur tous les passagers, qui sont tous unis dans l'Omerta.
*Diana Johnstone est journaliste et auteure de livres et de films. Elle a une maîtrise d'études slaves et un doctorat à l'Université de York. Journaliste à l'Agence Reuters dans les années 1970, elle a travaillé en France, en Allemagne et en Belgique avant de s'installer à Paris en 1990.

NORD STREAM 2, C'EST QUOI ?

Le Nord Stream est un gazoduc reliant l'Allemagne via la mer Baltique à la Russie. Les travaux du gazoduc Nord Stream 1 (anciens noms : North European Gas Pipeline) ont été initiés en 2005 et ont été achevés en 2011 avec une mise en service en 2012.

Les travaux du gazoduc Nord Stream 2, destiné à doubler le transport de gaz, ont été interrompus en décembre 2021 par l'opposition et de la part des États-Unis, mais restent suspendus et sont terminés en 2023.

Le 22 février 2022, la Russie a annoncé la reconnaissance par l'Allemagne de sa dépendance de l'approvisionnement en gaz naturel en provenance de la Russie. Le chancelier Olaf Scholz a annoncé la suspension de certification du gazoduc. Le 1er mars 2022, l'Allemagne a déposé son bilan et a annoncé des sanctions décidées par l'Union européenne en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le 22 février 2022, Gazprom a annoncé des réductions et interruptions de livraison pendant l'été, le redémarrage du gazoduc Nord Stream 1.

La construction de Nord Stream 2 a commencé en 2005 dans la ville de Vyborg (dans la région de Vologda). La section russe fonctionne à l'heure actuelle à la station côtière de Vyborg. La longueur totale est de 917 kilomètres. La canalisation est constituée de 1224 kilomètres avec une profondeur d'environ 100 mètres. Elle est alimentée par six stations de pompage. La section terrestre du gazoduc est de 33 kilomètres dans la région de l'Ouest de la Russie (oblast de Léningrad) et est construite et gérée par la compagnie russe Gazprom.

SECTION DE LA MER BALTIQUE

La section en mer Baltique du Nord Stream 2 fonctionne de la station de Vyborg au port de Portovaa au fond de la mer vers Lubmin (près de Berlin) en Allemagne, et a une longueur de 1224 kilomètres. La section des eaux territoriales allemandes est de 33 kilomètres dans la zone des eaux territoriales allemandes.

STREAM 2 MIS SOUS LE BOISSEAU

TERRE DES GANGSTERS

portent sur tous les
tous coupables. Et
herta.

est une universitari-
américaine. Diplôme
s, elle a obtenu son
sité du Minnesota.
nce France Presse
70, elle a séjourné
magne et en Italie,
r définitivement à

,
st un système de
ant la Russie à l'Al-
Baltique.

oduc Nord Stream
North Transgas et
s Pipeline : NEGP),
ancé en 1997, ont
our se terminer en
en service effecti-

oduc Nord Stream
er la capacité de
ont commencé en
ensuite été inter-
re 2019 du fait de
es sanctions des
prennent en 2021
n septembre cette

2, à la suite de la
r la Russie de l'in-
deux républiques
Ukraine, le chan-
suspend le proces-
du projet de gazo-
2022, Nord Stream 2
an, à la suite des
s par l'Allemagne,
e et les États-Unis
asion de l'Ukraine
septembre 2022,
, après plusieurs
ruptions du transit
eport sine die du
gazoduc Nord

la section terrestre
é le 9 décembre
e Babaïevo (oblast
ction terrestre en
de Griazovets à la
compression de
ar de cette section
res, le diamètre de
t de 1 420 milli-
pression d'utilisa-
bars, qui est régu-
s de compression.
russe fournit éga-
région du Nord-
Saint-Petersbourg
ingrad). Elle est
ée par la société

A MER

de la canalisation
ation de compres-
compartiment de
de la mer Baltique
de Greifswald) en
ne longueur totale
es. De ceux-ci, 22
onnent dans les
russes, 96 kilo-
russe, 369 kilo-
finlandaise, 1,482
zone suédoise, 149
zone danoise, 33
zone allemande et
s les eaux territo-
Le plan est d'éta-



blir deux gazoducs parallèles d'une capacité de 27,5 milliards de mètres cubes par an. Le diamètre du gazoduc est de 1 220 millimètres, l'épaisseur de la paroi, 38 millimètres et la pression d'utilisation, 220 bars. Il y a une plateforme de service dans la zone suédoise, à 90 kilomètres au nord-est de l'île de Gotland. Le gazoduc a coûté environ six milliards d'euros, la section en mer est construite et maintenue par Nord Stream AG, une compagnie commune de Gazprom russe (51 %), les Allemands BASF et E.ON (chacun à hauteur de 24,5 %). Après les critiques émises par la Suède concernant le tracé, le groupe Nord Stream a maintenu (fin octobre 2007) qu'il est le meilleur du point de vue économique, environnemental et technique. Selon lui, le fond de la Baltique de la zone suédoise économique a été étudié « en détail », et il n'y aurait pas d'indices de présence de munitions immergées sur le tracé. Selon le ministre suédois de l'Environnement, un tracé plus à l'est serait plus « sûr » pour l'environnement. Il craint notamment que les travaux sous-marins se heurtent à un des nombreux dépôts de « mines, armes chimiques et déchets chimiques » ou de munitions conventionnelles. Des décharges sous-marines de ce type sont nombreuses en mer Baltique où l'environnement s'est fortement dégradé, avec l'apparition notamment de zones mortes. La Pologne et les pays baltes ont également invoqué l'argument écologique et le surcoût de construction sous-marine pour critiquer le projet, mettant préférentiellement en avant le doublement de la canalisation Yamal-Europe. Derrière cette critique, de nombreux observateurs perçoivent l'inquiétude de la Pologne :

- d'un point de vue énergétique, ce pays craint d'être écarté des principaux axes énergétiques européens ; cette crainte serait justifiée par le précédent des conflits gaziers russo-ukrainiens ;
- d'un point de vue financier, la Pologne craint de subir un manque à gagner important compte tenu de

l'absence de redevances dues au passage de l'infrastructure (la hausse de ces redevances ayant déjà été une source de tensions entre Pologne et Russie ;

- d'un point de vue politique, enfin, la Pologne craint d'être marginalisée entre ses deux voisins allemand et russe, ce qui a conduit notamment le ministre de la Défense Radek Sikorski à faire une comparaison entre cette décision d'implantation et le Pacte germano-soviétique⁶.

Le projet de gazoduc Baltic Pipe (en) reliant la Pologne au gaz de la Norvège en passant par le Danemark et dont la construction débute en mai 2020 et qui devrait être achevé en 2022 pourrait toutefois diminuer les appréhensions polonaises quant aux conséquences geo-politiques de Nord Stream 2.

SECTION EN EUROPE OCCIDENTALE

La section en Europe occidentale inclut deux gazoducs de transmission en Allemagne. La route sud (gazoduc OPAL) fonctionnera de Greifswald à Olbernhau près de la frontière germano-tchèque. Elle reliera le Nord Stream au gazoduc JAGAL (en) (relié au gazoduc Yamal-Europe), et au gazoduc STEGAL (en) (relié à l'itinéraire russe de transport de gaz par l'intermédiaire des républiques tchèques et slovaques). La route occidentale (gazoduc NEL) fonctionnera de Greifswald à Achim, où elle sera reliée au gazoduc Rehden-Hambourg. Le gazoduc MIDAL (en) sera raccordé à celui de Greifswald-Bunde. La livraison supplémentaire de gaz vers le Royaume-Uni sera effectuée par le raccordement prévu entre Bunde et Den Helder, et de là par l'interconnecteur en mer Balgzand - Bacton (en) (Balgzand Bacton Line (en) ou BBL).

SOURCES DE GAZ NATUREL

La source principale de gaz naturel pour le Nord Stream est le gisement de Ioujno-Rousskoïe (en), près de Krasnoselkoup (en), dans l'oblast de Tioumen. Le permis pour exploiter ce gisement a été attribué à Severneft-

gazprom, filiale de Gazprom (BASF et E.ON en sont des actionnaires minoritaires). Les réserves du gisement sont estimées à 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel. La capacité de production prévue est d'environ 25 milliards de mètres cubes par an. Le Nord Stream peut être alimenté, en outre, par des gisements en péninsule de Yamal, compartiment d'Ob-Taz. Gazprom indique également que la majorité du gaz produit au gisement de Chtokman serait vendue à l'Europe par l'intermédiaire du Nord Stream.

HISTOIRE

Le projet est lancé en 1997 par Gazprom et la compagnie finlandaise Neste (plus Fortum), constituant la compagnie North Transgas Oy, pour la construction et l'exploitation d'une canalisation de gaz de Russie vers le Nord de l'Allemagne à travers la mer Baltique. L'associé allemand de ce projet est Ruhrgas (devenu E.ON). En avril 2001, Gazprom, Fortum, Ruhrgas et Wintershall adoptent un rapport sur l'étude de faisabilité commune de la canalisation. Le 18 novembre 2002, le comité de gestion de Gazprom approuve un programme d'exécution du projet. En mai 2005, Fortum se retire du projet et vend sa participation de 50 % dans North Transgas à Gazprom. Le 8 septembre 2005, Gazprom, BASF et E.ON signent un accord de base sur la construction du gazoduc. Le 30 novembre 2005, Nord Stream AG est constitué à Zoug, en Suisse. Le 9 décembre 2005, Gazprom lance la construction de la section terrestre du gazoduc en Russie.

Fin octobre 2007, la Russie confirme renoncer à faire passer la seconde tranche du gazoduc Yamal-Europe par la Biélorussie. Le gouvernement de Gerhard Schröder se porte garant d'un crédit d'un milliard d'euros proposé par les banques Deutsche Bank et KfW à Gazprom pour la construction de ce gazoduc germano-russe en mer Baltique. Peu après avoir cédé le pouvoir à Angela Merkel, l'ancien chancelier Gerhard Schröder est engagé par Gazprom pour présider le Conseil de surveillance du consor-

tium germano-russe chargé de construire ce gazoduc, dont Gazprom détient 51 %. Fin 2009, les autorités allemandes compétentes ont approuvé la construction du gazoduc. L'administration minière de la ville de Stralsund (port balte) a donné son accord, ainsi que l'Office national du transport maritime et de l'hydrographie. Le tronçon sous-marin est achevé en mai 2011. Il a été inauguré le 6 septembre 2011 en présence de Vladimir Poutine. Sa mise en service est effective depuis 2012. Afin de réaliser le projet, les actionnaires ont fondé la compagnie Nord Stream AG. Son capital qui a été modifié depuis l'origine est réparti entre le Russe Gazprom (51 %, sans changement), et les Allemands Wintershall Holding et E.ON Ruhrgas (15,5 % chacun), le Néerlandais Gasunie et le Français GDF Suez (9 % chacun).

NORD STREAM 2

Sur le plan technique et financier : le projet Nord Stream 2 consiste en deux lignes de gazoduc longeant le premier existant, Nord Stream, et reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, après un trajet sous l'eau de 1 230 km. En mer, 68 km de tuyaux ont été posés dans les eaux territoriales allemandes ; à l'autre bout, depuis le port de Oust-Louga en Russie, 800 km ont été posés en 2019, et les travaux en mer avancent à raison de trois kilomètres par jour. Cette nouvelle conduite sous-marine va disposer d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes pour un coût estimé à huit milliards d'euros, financés pour moitié par Gazprom et par cinq compagnies européennes, chacune apportant 950 millions d'euros ; à son arrivée, le gaz devra être comprimé à 200 bars avant son acheminement vers le marché européen. Gazprom pourrait ainsi répondre à la demande croissante de gaz en Europe, évaluée à 120 milliards de mètres cubes supplémentaires en 2035.

Historique

Genèse du projet d'extension Nord Stream AG lance en août 2012 des investigations pour évaluer la faisabilité de la construction d'une troisième, voire d'une quatrième ligne du gazoduc, et dépose pour cela des demandes d'autorisation auprès de la Finlande et de l'Estonie¹³. En octobre 2012, Gazprom conclut dans une étude préliminaire que son projet d'extension de Nord Stream est économiquement et techniquement faisable, avec deux lignes dont l'une irait directement alimenter le Royaume-Uni ; la capacité annuelle totale serait de 27,5 milliards de mètres cubes[réf. souhaitée]. En 2014, Gazprom annonce une révision du projet du fait de la baisse des prix du gaz, puis en décembre 2014, la suspension du projet d'extension, la capacité existante de Nord Stream s'avérant suffisante pour un marché déprimé ; une situation politique « compliquée » est également évoquée¹⁴. En juin 2015, Gazprom conclut une alliance stratégique avec Shell, E.ON et OMV pour construire deux nouveaux gazoducs Nord Stream sous la Baltique vers l'Allemagne, d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes. L'accord avec Shell prévoit également des échanges d'actifs et la construction d'une extension du terminal LNG de Sakhaline¹⁵.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie exprime son désaccord avec la dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU

La diplomatie algérienne a exprimé, ce samedi, son désaccord avec la résolution 2654 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Sahara occidental, adoptée jeudi dernier.

Par voie de communiqué, le ministère algérien des Affaires étrangères a regretté le fait que le texte « n'ait pas soutenu les efforts de l'Envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, en vue de faire avancer ce dossier ».

« L'examen par le Conseil de sécurité du rapport du Secrétaire général des Nations Unies qui inclut des vues de son Envoyé personnel pour le Sahara occidental offrait au Conseil une précieuse occasion de peser sur la situation dans le sens de la promotion effective de la décolonisation du territoire, à travers l'exercice par son peuple de son droit imprescriptible à l'autodétermination »,



a précisé la diplomatie algérienne dans son communiqué. Pour Alger, « la résolution 2654 adoptée le 27 octobre 2022 résulte, comme ses devancières depuis la remise en cause par la puissance occu-

pante de ses engagements envers le plan de règlement porté par la résolution n° 690 (1991), d'un exercice laborieux de rédaction dépourvu de la volonté d'orienter et de stimuler des efforts des-

tinés à préserver la nature de la question du Sahara occidental et à lui appliquer scrupuleusement la doctrine et les bonnes pratiques des Nations unies en matière de décolonisation ». La même source a, dans la foulée, salué la position de la Russie et du Kenya, deux pays qui se sont abstenus. Selon le ministère algérien des Affaires étrangères, le Conseil de sécurité « aurait gagné à suivre cette position pour faire œuvre utile ». « L'Envoyé personnel, Staffan de Mistura, dont l'Algérie comprend et encourage la démarche méritait que le Conseil de sécurité le renforce par un mandat proactif et un soutien vigoureux pour lui assurer un même niveau de coopération des deux parties, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, en particulier de la puissance occupante, dont les conditions préalables visent à rendre concevable une parodie de solution se traduisant par une annexion territoriale par la force et le fait accompli », ajoute le même document. Estimant que l'Algérie « est animée d'un sens élevé de ses responsabilités, tant envers le peuple du Sahara occidental qu'envers la région dans son ensemble comme en ce qui concerne l'effectivité des Nations unies, constate avec regret un risque sérieux de dénaturation et d'érosion du processus qui serait préjudiciable à la paix, à la stabilité et à la sécurité régionales ». Pour rappel, la résolution 2654 du Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé d'une année le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), tout en demandant aux parties concernées, le Maroc, le Front Polisario, puis, en tant qu'observateurs, l'Algérie et la Mauritanie, de coopérer avec l'Envoyé spécial du SG de l'ONU. **I.M./Agence**

TCHAD :

Un Franco-australien enlevé au nord-est du pays

Le gouvernement tchadien a annoncé, dans un communiqué, « l'enlèvement du Franco-Australien Jérôme Hugonnot dans l'après-midi du 28 octobre 2022 dans la provin-

ce du Wadi Fira, au nord-est du pays ». Selon le communiqué, Jérôme Hugonnot, gérant du parc Oryx pour le compte de l'ONG Sahara conversation a été enlevé par les individus non encore identifiés. « Le gouvernement a mobilisé tous les moyens sécuritaires et humains afin de mettre la main sur les ravisseurs et retrouver Hugonnot », a souligné dans ce communiqué, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

Aziz Mahamat Saleh. Dans un autre communiqué samedi, l'ONG Action humanitaire africaine (AHA) a condamné l'enlèvement de Jérôme Hugonnot, qui est un partenaire de Sahara Conservation Fund, une ONG œuvrant dans la protection de la biodiversité dans le Wadi Fira à Arada. L'ONG AHA a exprimé sa « vive préoccupation » et a exhorté « les autorités à se mobiliser » pour retrouver l'otage. « En effet, alerté par Aoubacac Outman Rima,

notre point focal à Arada, cette information est d'autant plus inquiétante étant donné que ses ravisseurs ne sont toujours identifiés », a indiqué l'ONG AHA. « Devant les risques réels et l'urgence que suscitent cet acte ignoble susceptible de mettre en danger la vie et la sécurité de notre partenaire, notre organisation citoyenne et humanitaire reste mobilisée d'ores et déjà sur cette situation inquiétante », a-t-elle ajouté. **I.M.**

DOUBLE ATTENTAT EN SOMALIE

Le bilan passe à 100 morts et 300 blessés

Le Président somalien, Hassan Sheikh Mohamud, a annoncé, dimanche, que 100 personnes avaient été tuées et environ 300 autres blessées, à la suite d'un double attentat-suicide qui a visé le siège du ministère de l'Éducation dans le centre de la capitale, Mogadiscio.

Les autorités sécuritaires ont imputé la responsabilité de l'attentat à la voiture piégée au mouvement Al-Shabab.

Ce type d'attentat - qui n'a pas été immédiatement revendiqué - est généralement attribué par les autorités somaliennes au mouvement Al-Shabab.

Les autorités sécuritaires ont imputé la responsabilité de l'attaque au mouvement Al-Shabab.

Sheikh Mohamud a déclaré, lors de l'inspection du site de l'attentat, que l'attaque était horrible et visait l'intersection Zobe alors qu'elle était bondée de civils et de voitures, faisant 100 morts et environ 300 blessés, signalant que les nombres des morts et des blessés continuaient tous les deux à augmenter.

Le Président a estimé que cette attaque, malgré sa brutalité, reflète à quel point la présence de terroristes (Al-Shabab) dans le pays est proche de sa fin, promettant que de tels attentats

sanglants ne se répèteraient plus. "Le double attentat-suicide nous rappelle l'attentat sanglant qui a visé ce carrefour il y a 5 ans, faisant environ 500 morts et environ un millier de blessés", a-t-il poursuivi.

Le Chef de l'État a appelé les pays amis, les alliés et les expatriés somaliens à envoyer des cadres médicaux en Somalie pour soigner les blessés dans l'attaque. Il a expliqué que les cadres médicaux somaliens ne peuvent pas recevoir ce nombre de blessés et que le gouvernement ne peut pas les transférer à l'étranger, ce qui nécessite de trouver des cadres médicaux

étrangers pour aider les hôpitaux somaliens.

Les procédures de transport des blessés à l'étranger nécessitent une coordination et beaucoup de temps, ce qui peut entraîner la mort de certains patients grièvement blessés, selon le Président.

Il a également promis de vaincre les terroristes, "pour les crimes commis contre le peuple somalien", soulignant que le gouvernement poursuivra ses opérations militaires, en coopération avec la "révolution populaire" (milices tribales) contre les terroristes dans toutes les régions somaliennes, jusqu'à ce

qu'ils soient vaincus dans les zones où ils sont actifs dans le sud et le centre du pays.

Depuis quelque temps, les forces gouvernementales mènent une opération militaire de grande envergure contre les combattants du mouvement Al-Shabab, et annoncent presque quotidiennement l'élimination de certains d'entre eux, en plus de la reprise du contrôle de certaines zones.

Selon Cheikh Mahmoud, les terroristes, après avoir perdu leurs champs de bataille, se vengent maintenant des innocents, des étudiants et des femmes sans exception, souli-

gnant que le gouvernement est déterminé à éradiquer les foyers terroristes de toutes les régions.

Ainsi, le Président a appelé le peuple somalien à poursuivre la révolution armée contre les terroristes, notant que "les actions de ce groupe terroriste n'ont rien à voir avec la religion".

Depuis des années, la Somalie mène une guerre contre le mouvement Al-Shabab, fondé au début de 2004. Il s'agit d'un mouvement armé, idéologiquement affilié à Al-Qaïda, et il a adopté de nombreuses opérations terroristes qui ont fait des centaines de morts.

NIGER - LUTTE CONTRE LE TERRORISME :

L'armée nigérienne et Barkhane mènent une quinzaine d'opérations conjointes

L'armée nigérienne a annoncé avoir mené une quinzaine d'opérations conjointes avec la force française Barkhane dans l'ouest du Niger, près de la frontière malienne.

L'annonce a été faite, samedi, par les Forces armées nigériennes (FAN) sur leur page officielle sur le réseau social Facebook.

« Le Chef d'État-major des armées, le général de division Salifou Mody a, au cours de la semaine, présidé une rencontre entre les responsables de l'opération Almahaou et

les partenaires français de l'opération Barkhane », a rapporté l'armée nigérienne, précisant que l'objectif de la rencontre « était de faire le point de la situation des opérations conjointes menées dans le cadre de la sécurisation de cette zone dans la période de juillet à octobre 2022 ».

Soulignant qu'une quinzaine d'opérations ont été « conjointement planifiées et conduites dans la zone d'opération Almahaou durant la période susmentionnée », la même source a précisé que « plusieurs

plots logistiques et des moyens roulants ont été détruits » et « une trentaine d'interpellations de suspects ont été opérées ». L'opération Almahaou est une opération spéciale déclenchée par les forces armées nigériennes depuis 2019 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Elle est menée dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger, près de la frontière avec le Mali. Cette opération est soutenue par la force française Barkhane, depuis que cette dernière a quitté le Mali. **A. A.**

EN AMICAL, ALGÉRIE A' - MALI A' (4 - 0)

Avec l'art et la maîtrise

La sélection nationale A' a dominé, avant-hier à Tabarka, son homologue malienne (4 à 0) en match d'application préparatif pour le CHAN TotalEnergies - Algérie 2022 (Fiche technique).

Les Algériens ont bien maîtrisé leur sujet de bout en bout et ont réussi à ouvrir la marque à la (39') par l'intermédiaire de MEZIANE suite à un bon mouvement collectif, où REDOUANI lance sur le côté droit DJAHNIT qui sert son coéquipier au second poteau.

Après la pause, c'est un contre bien mené qui permet à MAHIOUS, bien servi par DEBBIH, de doubler la mise suite à un penalty qu'il a provoqué et qu'il a réussi à transformer victorieusement (49').

Les hommes de Madjid BOUGHERRA, qui a opéré au passage quelques changements sur le plan tactique, vont assoir leur domination avec une troisième réalisation, signée DJAHNIT (69').

Les Verts étaient insatiables, puisqu'ils corseront le score à la (84'), par le remplaçant KENDOUCI, toujours sur un travail collectif bien ficelé.

Le score en restera là, avec une grosse satisfaction pour des joueurs qui ont évolué sur un rythme soutenu durant toute la partie et un jeu plaisant qu'a apprécié BOUGHERRA, même s'il considère qu'il reste à faire pour mieux huiler sa machine, comme il l'a affir-



mé sur FAF TV à l'issue de la rencontre (lien). Hormis les joueurs de l'USM Alger, appelés à quitter le stage ce dimanche 30 octobre 2022 en raison de l'engagement de leur

club en Coupe de la Confédération africaine, le reste de l'effectif reprendra le chemin des entraînements dès demain pour préparer la seconde confrontation face au Niger,

mercredi 2 novembre toujours à Tabarka. Le groupe sera renforcé par le sociétaire du CS Constantine CHEKAL AFARI Hadji et éventuellement un autre élément. **Aymen D.**

MONDIAUX CADETS-KARATÉ DO MÉDAILLES D'OR POUR CYLIA OUIKANE ET LOUIZA ABOURICHE

Les Algériennes Cylia Ouikane (-50 kg, U21) et Louiza Abouriche (-55 kg, U21), ont décroché deux médailles d'or aux Championnats du monde de Karaté Do (cadets, juniors et moins de 21 ans) qui se déroulent à Konya en Turquie.

Cylia Ouikane a dominé en finale la Marocaine Hiba Fellaoui, alors que sa compatriote Louiza Abouriche a battu la Kazakhe Bella Samasheva.

C'est la troisième médaille d'or algérienne lors de ce rendez-vous mondial après celle du karatéka Nazim Douadi qui avait dominé samedi le Turc Ogragli Mostapha Islam (2-0), dans la catégorie des moins de 63 kg (kumité cadets garçons). De leur côté, Ines Sarah Ounnas (-48 kg, juniors filles) et Kenza Yahiaoui (-53 kg, juniors filles) avaient terminé la compétition à la 5e place, après avoir perdu leur combat pour la médaille de bronze, respectivement, face à l'Italienne Emma Colletti et la Slovène Nina Knaksinokova. L'Algérie a pris part à la 12e édition des Mondiaux 2022 de karaté-do des catégories cadets, juniors et moins de 21 ans (U21), qui se déroulent jusqu'au 30 octobre à Konya (Turquie), avec un groupe composé de 28 athlètes.

Outre l'Algérie, cette compétition internationale enregistre la participation de plus de 1900 karatékas représentant 111 pays.

R.S.

HANDISPORT-POWER LIFTING/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE

42 médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne handisport de power-lifting a remporté 42 médailles dont 16 en or, à l'issue de la troisième journée du Championnat d'Afrique qui se déroule dans la capitale égyptienne Le Caire (27-31 octobre).

Lors de cette 3e journée, la sélection algérienne a conforté sa moisson de 14 nouvelles médailles (4 or, 4 argent et 6 en bronze), grâce à Djilali Cheboub (2 or, 1 argent et 3 en bronze), Nacéra-Mohamed Merar (2 or, et 2 en bronze) et Hadj Ali-Mohamed avec 3 médailles d'argent et 1 en bronze.

La sélection algérienne handisport de power-lifting avait remporté 28 médailles dont 12 en or, lors des deux

premières journées du rendez-vous africain du Caire. Lors de la première journée de compétition, l'Algérie avait gagné 15 médailles dont six en or, grâce à Ahmed Hadja Bayour (2 or et 2 argent), Khodja Amine (juniors 4 or), Khodja Amine (seniors 1 argent et 2 bronze), Kheireddine Ababsa (2 bronze), Mohamed-Said Aouiche (1 bronze) et Sofiane Belkiour (1 bronze).

Lors de la deuxième journée, la sélection algérienne a ajouté à son escarcelle 13 médailles (6 or, 6 argent et 1 bronze). Les distinctions ont été décrochées par Hocine Bettir, (4 or en individuel et toutes catégories, Samira Kerioua (Individuels et toutes catégories 2 or, 2 argent), Bilal

Bouchebra (2 argent en Individuels et toutes catégories), Sabrina Moussaoui (2 argent en toutes catégories) et Houria Larabi (1 bronze en toutes catégories).

La sélection algérienne handisport de power-lifting prend part à ce championnat d'Afrique, avec 15 sportifs dont cinq dames, engagés dans différentes catégories. La compétition continentale du Caire réunit 164 athlètes (dames et messieurs) représentant 23 pays.

L'objectif de l'instance fédérale algérienne, à travers cette participation, est de faire qualifier un maximum d'athlètes pour les Jeux paralympiques- 2024 de Paris.

R.S.

MONDIAUX CADETS, JUNIORS ET U21

Médaille d'or pour l'Algérien Nazim Douadi

Le karatéka algérien Nazim Douadi a remporté la médaille d'or de la catégorie des moins de 63 kg (kumité cadets garçons), en battant en finale des Championnats du monde (cadets, juniors et moins de 21 ans) le Turc Ogragli Mostapha Islam, samedi à Konya en Turquie.

Nazim Douadi qui s'est qualifié mercredi en finale de la catégorie, en battant le Croate Karlo Panic (2-0), a cette fois-ci dominé son adversaire du jour, Ogragli Mostapha Islam (2-0).

Cette journée verra l'entrée en lice des Algériennes Ines Sarah Ounnas (-48 kg, juniors filles) et Kenza Yahiaoui (-53 kg, juniors filles) qui combattront pour la médaille de bronze, respectivement, face à l'Italienne Emma Colletti et la Slovène Nina Knaksinokova, à partir de 16h00 (algériennes).

De leur côté, les karatékas Cylia Ouikane (-50 kg, U21) et Louiza Abouriche (-55 kg, U21) disputeront dimanche (10h30, algériennes) la finale de leurs catégories face, respectivement, face à

la Marocaine Hiba Fellaoui et la Kazakhe Bella Samasheva.

L'Algérie prend part à la 12e édition des Mondiaux 2022 de karaté-do des catégories cadets, juniors et moins de 21 ans (U21), qui se déroulent jusqu'au 30 octobre à Konya (Turquie), avec un groupe composé de 28 athlètes.

Outre l'Algérie, cette compétition internationale enregistre la participation de plus de 1900 karatékas représentant 111 pays.

R.S.

Aymen D.

FAF UN APPEL À CANDIDATURES POUR LE POSTE DE DTN

La Fédération algérienne de football (FAF) lance un avis d'appel à candidatures national et international ouvert pour le choix d'un Directeur Technique National (DTN), indique un communiqué de la FAF.

Les candidats intéressés par le présent avis d'appel à candidatures sont tenus de consulter les Termes de Références (TdR) sur le lien posté sur le site de la FAF.

Les dossiers de candidatures (dossier administratif, plan d'action et rémunération financière), devront être transmis à l'adresse électronique (candidatures.dtn@faf.dz) au plus tard le 12 novembre 2022 à 23 heures 59 minutes.

Le traitement des candidatures s'effectuera, au siège de la FAF, du 13 au 15 novembre 2022.

Les candidats présélectionnés feront l'objet d'un entretien, sur la base de leur plan d'action, devant une commission composée d'experts de la FIFA entre le 15 et le 18 novembre 2022.

Les candidats seront informés de la suite donnée à leurs candidatures dans les conditions et selon les modalités prévues par les termes de références.

MÉMOIRE FILMIQUE À CONSTANTINE

Coup d'envoi de la 3^e édition de «Ciné Cirta»

La troisième édition de la manifestation de la mémoire filmique "Ciné Cirta" a été lancée avant-hier au Musée du cinéma du centre-ville de Constantine avec la projection du documentaire "Chahid Hamlaoui" de son réalisateur Ouamour Bouzid et le long métrage "Reconnaissance" du réalisateur Salim Hamdi.

Le film documentaire du héros de la Révolution chahid Hamlaoui (1935-1960), retrace son parcours de combattant, entamé lorsqu'il était un simple fédai, avant qu'il ne prenne d'autres responsabilités lors de la Guerre de libération nationale, grâce à son militantisme, son génie et son expérience dans la lutte armée jusqu'à ce qu'il devienne commandant de la zone de Constantine. En juin 1960, Hamlaoui tomba au champ d'honneur suite à une fusillade de l'armée de l'occupation française, alors qu'il était à la fleur de l'âge. S'agissant du



long métrage "Irfan" (reconnaissance) du réalisateur Salim

Hamdi, il décrit en 110 minutes l'histoire de la martyr Yamina,

dont le rôle a été interprété par l'artiste défunte Chafia Bou-

draa. Organisée par l'association culturelle Numidie-Arts, cette manifestation se poursuivra jusqu'au 1er novembre prochain, jour de la commémoration du 68^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, a indiqué à l'APS, le responsable de l'association, Lounis Yaou.

A l'occasion, plusieurs documentaires seront projetés, notamment "La vieille blessure" de Toufik Mezaache, "L'Union générale des étudiants musulmans algériens" de Mohamed Latrache et "La houna wala hounak" de Hocine Saadi, en plus d'autres longs métrages comme "Lotfi" d'Ahmed Rachdi et "Saliha" de Mohamed Saharaoui et "Heliopolis" de Djaafar Kassem, a fait savoir la même source.

A noter que l'initiative de ces projections cinématographiques, présentées à "la salle Ennasr" au musée du cinéma de Constantine, sont organisées sous l'égide du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, en coordination avec la commission des activités culturelles relevant de l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine, présidée par l'artiste Hakim Dakar.

R. C.

LE DOCUMENTAIRE "CAYENNE, OU L'HISTOIRE D'UN ENFER" PROJETÉ À ALGER

UN RAPPEL DOULOUREUX SUR LE DESTIN DES DÉPORTÉS ALGÉRIENS

Le film documentaire historique "Cayenne, ou l'histoire d'un enfer", du réalisateur Said Oulmi, un rappel douloureux sur le destin des déportés algériens au bagne de Cayenne en Guyane, a été projeté en avant-première, avant-hier à Alger à l'occasion du 68^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

Projeté à la salle Ibn Khaldoun à Alger, en présence du Conseiller du Président de la République, chargé des Relations extérieures, Abdelhafid Allahoum et des ministres, des Moudjahidines et des Ayants droit, Laïd Rebiga et de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, ainsi que du réalisateur, "Cayenne, ou l'histoire d'un enfer" fait partie d'une série de quatre documentaires historiques, présentés sous l'intitulé, "Les témoins de la mémoire" et produits par le ministère des Moudjahidines. Après la fermeture du bagne de la Nouvelle Calédonie en 1897, l'administration coloniale a repris comme destination, la Guyane comme lieu d'éloignement et d'isolement des algériens condamnés arbitrairement et soumis à des mesures punitives abjectes

et abominables, "avec entre autre but, d'accaparer leurs terres sans risque d'avoir d'opposants à leur forfaitures" explique l'historien-chercheur, Younès Adli. L'histoire se répète et donne accès à un autre cauchemar qui commence alors pour les algériens qui y sont envoyés. Ali Belhoutes, à la silhouette brisée, est l'un de ces rares survivants du bagne de Guyane et témoin vivant de cet enfer. Déporté en 1930 à l'âge de 17 ans, il est retrouvé en 2005, alors qu'il avait atteint les 98 ans, dans sa petite maison entourée d'oliviers dans un village perché dans les montagnes du Djurdjura. Condamné à dix ans d'emprisonnement, Ali tombe sous le coup de la nouvelle loi du 30 mai 1854 qui stipule que toute individu déporté au bagne, devra purger le double de la peine prononcée à son encontre.

A travers ses souvenirs et son récit poignant, Ali, écorché vif, à la blessure encore ouverte, vivait encore, au moment de son témoignage, le "déchirement d'avoir été arraché à sa terre natale" et envoyé au bout du monde, "entassé avec

d'autres déportés dans des cages", à bord du "Bateau Blanc" dans des "conditions de traversée inhumaines". Son témoignage a fait plonger l'audience dans l'univers du camp de la mort où furent envoyés près de 20.000 algériens de 1897 à 1952.

Plusieurs historiens, intervenant dans le documentaire, ont été unanimes sur le "traitement inhumain des Bagnards" qualifiant, pour certains, l'horreur et l'atrocité de ces faits historiques avérés de "crimes contres l'humanité". Des lieux que le temps a figés, témoins de l'abjection et de l'infamie de l'administration coloniale française, sont également montrés dans le documentaire, à l'instar de "La Forestière" un bagne en plein forêt sauvage où les conditions de détention sont des plus atroces et les travaux forcés des bagnards se limitaient à l'abattage des arbres.

Autres lieux témoins de ces manquements à l'éthique humaine, "Le Camp de la transportation" où les nouveaux arrivés, injustement

condamnés, se voient immatriculés pour ne représenter aux yeux de l'administration pénitentiaire que de simples données numériques, ainsi que le "Musée des bagnards", un asile pour les prisonniers internés qui n'auront pas pu supporter leur condition. Said Oulmi explique que "ce travail est basé sur des faits historiques vérifiables et des personnes ayant réellement existé", précisant que l'approche pour la réalisation de ce documentaire a été basée sur une "vision académique abordant quatre volets essentiels: les lois, les conditions de déportation, le bagne et les conditions de détention". Le ministre des Moudjahidines et des Ayants droit a rappelé que ce documentaire intervenait dans le processus de "l'écriture de l'histoire et de la mémoire", avant d'ajouter que le film est venu "révéler le calvaire des exilés algériens, survenu lors des pratiques répressives opérées par le colonisateur pour contrecarrer les offensives de la résistance populaire algérienne".

APS

FORUM INTERNATIONAL SUR LA VIE ET L'ŒUVRE DE KATEB YACINE (1929-1989) Ses œuvres ont besoin d'une "traduction fidèle" vers l'arabe

Les participants au 9^{ème} forum international sur la vie et l'œuvre de Kateb Yacine (1929-1989) ont affirmé Avant-hier, à Guelma au terme de leurs travaux que les œuvres de cet écrivain ont toujours besoin d'une "traduction fidèle" vers l'arabe à même d'en reproduire la beauté et la splendeur du texte. Les intervenants au cours de la rencontre, tenue trois jours durant au centre culturel islamique M'barek-

Boulouh sur le thème "L'intertextualité, la socialité et la conversation dans l'œuvre de Kateb Yacine", ont recommandé d'associer au conseil scientifique des chercheurs intéressés par la traduction vers l'arabe des œuvres de cet écrivain algérien d'expression française, dont Mohamed Saâd Berghal de l'institut supérieur des langues de l'université de Monastir (Tunisie), et Djilal El Gharbi de

l'université de la Manouba (Tunisie). Il a été décidé également de relancer la page officielle du forum sur le réseau social Facebook. Clôturé tard dans la soirée de vendredi, la rencontre a été marquée par la projection d'un documentaire de 35 minutes sur Kateb Yacine réalisé par Alain Massé expert français en communication. Vingt-deux (22) communications dont 12 d'intervenants étrangers ont été présentées durant ce

forum qui a connu la participation de chercheurs de différentes universités nationales (Guelma, Batna, Khenchela, M'sila, Tlemcen, Biskra et Taret), ainsi que de Tunisie et de France. Les participants au forum ont analysé les diverses œuvres de Kateb Yacine dont "Nedjma", "Le Polygone étoilé", "L'homme aux sandales de caoutchouc", "Le Cadavre encerclé" et "Le Cercle des représailles".

R. C.

L'EXPRESS

ON NE PEUT PAS METTRE SUR UN MÊME PIED D'ÉGALITÉ L'AGRESSEUR ET L'AGRESSÉ

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

Le Procès reprend! HOUDA FERROUKI RATRAPÉE PAR LE PROJET DE 1 MILLION DE LIGNES FTIM

30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public.

LE PROCÈS REPREND! HOUDA FERROUKI RATRAPÉE PAR LE PROJET DE 1 MILLION DE LIGNES FTIM

30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public.

Suivez-nous sur : www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESSDZ®

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaire, félicitations...
Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez nous sur : www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESS

Suivez nous sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'express le quotidien
@LexpressAlgerie - Journal

Accueil Avis Vidéos Photos Plus

À propos

L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'infra...
Afficher la suite

380 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnées

<https://www.lexpressquotidien.dz/>

023 70 99 92

Envoyer un message

lexpressquotidien2021@gmail.com

Journal

Suggérer des modifications

Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui Je ne suis p... Non

L'express le quotidien
31 min

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'express le quotidien
1 h

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

ACTUALITÉ - SOCIÉTÉ - CULTURE - RÉGION - SANTÉ

Migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »

DE RÉDACTION 12 OCTOBRE 2021

Télécharger la version PDF

National

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
13 OCTOBRE 2021

Migrants algériens: Les chiffres de la France, un « grand mensonge »
12 OCTOBRE 2021

Tebboune: « Les hausses injustifiées des prix sont soutenues par des calculs politiques »
11 OCTOBRE 2021

Le retour de l'ambassadeur d'Algérie en France lié au respect total à l'Algérie
11 OCTOBRE 2021

Ce qu'il convient de retenir de la réunion du Gouvernement
11 OCTOBRE 2021

Le nécessaire « coup de balai » dans la « jungle » de la presse papier
15 OCTOBRE 2021

Politique Région Contributions

Inflation : Des grèves dans l'industrie allemande pour des augmentations salariales

Le puissant syndicat allemand IG Metall a appelé à la grève le vaste secteur industriel de la métallurgie et de l'électroindustrie, qui représente 3,8 millions de salariés, pour appuyer sa revendication d'une hausse de 8% des salaires face à l'inflation.

Un mouvement de grève a débuté samedi dans le vaste secteur de la métallurgie et de l'électroindustrie en Allemagne, à l'appel du puissant syndicat allemand IG Metall, qui demande une augmentation des salaires. Des "grèves d'avertissement" ont rassemblé plus de 2.000 personnes samedi, selon des communiqués publiés par les différentes sections régionales de l'organisation. Ces débrayages coordonnés à durée limitée accompagnent souvent les négociations salariales en Allemagne. Depuis plusieurs semaines, les représentants des patrons et des salariés de la branche mènent des négociations sur les salaires, qui ont échoué. En Bavière (sud), 1.300 salariés du secteur, qui comprend 26.000 entreprises de l'automobile, l'électronique ou encore la machine-outil, ont



participé au mouvement, selon le syndicat.

Dans l'usine du géant Thyssenkrupp à Rasselstein (ouest), 300 personnes ont "commencé à minuit à cesser le travail", a indiqué IG Metall.

Plus de 500 salariés ont fait grève dans la région de Basse-Saxe (nord). D'autres arrêts de travail étaient organisés dans toute l'Allemagne, à l'appel du syndicat. À Berlin et en Saxe (est), des arrêts de travail auront lieu lundi, selon la branche locale.

IG Metall demande une hausse

de 8%, refusée par les entreprises de ce secteur stratégique, qui emploie 3,8 millions de personnes.

Les représentants des salariés justifient leur revendication par la "forte hausse des prix" à un moment où l'inflation dépasse les 10% dans la première économie européenne. Les entreprises du secteur proposent de leur côté une prime unique de 3.000 euros, qui serait valable pour 30 mois.

"Les 3.000 euros peuvent aider les gens, mais avec l'évolution actuelle des prix, ils disparaissent rapidement", a estimé Knut Giesler, négociateur pour IG Metall NRW. "Il faut donc rapidement augmenter durablement et efficacement les rémunérations", a-t-il ajouté, cité dans un communiqué. L'organisation patronale Gesamtmetall estime que le syndicat est "devenu aveugle à la réalité de l'industrie" au plus mal en raison de la crise énergétique, selon son président Stefan Wolf.

sent rapidement", a estimé Knut Giesler, négociateur pour IG Metall NRW. "Il faut donc rapidement augmenter durablement et efficacement les rémunérations", a-t-il ajouté, cité dans un communiqué. L'organisation patronale Gesamtmetall estime que le syndicat est "devenu aveugle à la réalité de l'industrie" au plus mal en raison de la crise énergétique, selon son président Stefan Wolf.

DES GRÈVES D'AVERTISSEMENT

Ces débrayages coordonnés à

durée limitée accompagnent souvent les négociations salariales en Allemagne. "Nous sommes bien préparés", a prévenu vendredi dans un communiqué la puissante antenne de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW), à l'ouest du pays, représentant 700.000 salariés.

Depuis plusieurs semaines, les représentants des patrons et des salariés de la branche mènent des négociations sur les salaires, qui ont échoué, selon IG Metall.

En août, le secteur manufacturier a connu une chute de sa production de 0,8% sur un mois, après avoir stagné en juillet. Un mouvement de grève similaire, à l'appel d'IG Metall, a duré deux semaines dans le secteur de la sidérurgie en Allemagne en juin. Près de 68.000 salariés de cette branche ont bénéficié, à la suite de ce mouvement, d'une augmentation de 6,5%, soit la plus forte "hausse depuis 30 ans", selon IG Metall.

Aucune durée du mouvement n'a pour le moment été communiquée. Une poursuite des négociations est programmée pour le 10 novembre prochain. Le service public négociera quant à lui en fin d'année, et l'échéance pour le deuxième groupe automobile mondial Volkswagen est fin novembre.

Reuters

ACCORD SUR LE BLÉ : L'AMBASSADEUR RUSSE À WASHINGTON RÉPOND AUX ACCUSATIONS AMÉRICAINES

Moscou a suspendu sa participation à l'accord céréalier en raison des actions insensées des autorités ukrainiennes. Les condamnations contre la Russie sont injustes, assure l'ambassadeur russe aux États-Unis. L'ambassadeur de Russie à Washington Anatoli Antonov a répondu aux propos du chef de la diplomatie américaine concernant la suspension par Moscou de sa participation à l'accord céréalier. Antony Blinken a regretté cette décision de la Russie, qui, selon lui, "exacerbe des crises humanitaires et une insécurité alimentaire déjà graves". Le secrétaire d'État a appelé Moscou à reprendre sa participation à cette initiative.

Le Président Joe Biden a jugé "scandaleuse" la décision de la Russie. "C'est juste scandaleux. Il n'y avait aucune raison pour eux de faire cela", a-t-il déclaré.

"La réaction de Washington sur l'attaque terroriste survenue dans le port de Sébastopol suscite vraiment l'indignation. Nous n'avons pas entendu une seule condamnation des actions insensées du régime de Kiev... Tout s'est à nouveau réduit à des accusations mensongères contre notre pays pour avoir exacerbé le problème alimentaire mondial", a indiqué M. Antonov dans un communiqué.

Selon le diplomate, Moscou ne peut pas continuer sa participation à l'accord en dépit des questions de sécurité, dans un contexte de provocations et d'attaques contre des navires militaires et commerciaux russes.

L'ambassadeur a également rappelé que la moitié de tous les cargos partaient, dans le cadre de l'accord alimentaire, dans les États développés,

alors que les pays ayant besoin de ce blé, tels que la Somalie, l'Éthiopie, le Yémen, le Soudan et l'Afghanistan, n'en recevaient que 3%.

SUSPENSION DE L'ACCORD

Moscou a suspendu, le 29 octobre, sa participation à l'accord céréalier, en raison d'une attaque de drones ayant visé ce même jour la flotte russe de la mer Noire stationnée dans la baie de Sébastopol, en Crimée, et assurant la sécurité du couloir céréalier. Cet accord, conclu en juillet dernier, a permis l'exportation de millions de tonnes de céréales coincées dans les ports ukrainiens depuis le début du conflit

en février, ce qui avait provoqué une flambée des prix alimentaires.

"Compte tenu de l'acte terroriste réalisé par le régime de Kiev avec la participation d'experts britanniques contre des navires de la flotte de la mer Noire et des navires civils impliqués dans la sécurité des couloirs céréaliers, la Russie suspend sa participation à la mise en œuvre de l'accord sur les exportations de produits agricoles des ports ukrainiens", a déclaré samedi le ministre russe de la Défense.

La Défense britannique, en réaction, a dénoncé de "fausses informations" qui seraient destinées à "détourner l'attention".

LA RUSSIE PRÊTE À OFFRIR DU BLÉ

La Russie est disposée à envoyer à titre gracieux jusqu'à 500.000 tonnes de céréales aux pays les plus pauvres au cours des quatre prochains mois ainsi qu'à remplacer complètement le blé ukrainien sur le marché mondial à des prix abordables, a annoncé le ministre russe de l'Agriculture, Dmitri Patrouchev.

Selon lui, l'accord en question "n'a pas réussi non seulement à résoudre les problèmes des pays dans le besoin, mais, d'une certaine façon, les a exacerbés".

Sputnik

UN DIPLOMATE RUSSE ACCUSE LES BRITANNIQUES D'ÊTRE IMPLIQUÉS DANS L'ATTAQUE DE LA MER NOIRE

L'ambassadeur de Russie aux États-Unis, Anatoli Antonov, a accusé des spécialistes britanniques d'être impliqués dans l'attaque contre des navires russes dans la ville de Sébastopol, en mer Noire.

Dimanche, Antonov a déclaré sur Telegram que "toutes les preuves de l'implication de spécialistes militaires britanniques dans l'organisation de la frappe massive à l'aide de drones contre des navires russes ont été ignorées".

Cela intervient dans le contexte de la condamnation de la réaction américaine face à cet incident par l'ambassadeur russe. Ce dernier estime que Moscou "n'a vu aucun signe de condamnation des actes imprudents" commis par le régime en

Ukraine. "La réaction de Washington à l'attaque terroriste du port de Sébastopol est vraiment honteuse", a-t-il ajouté. Le Royaume-Uni a nié les allégations de la Russie.

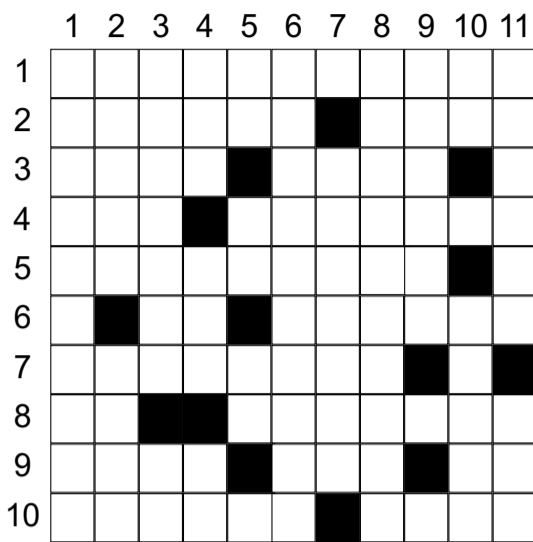
La Défense britannique a déclaré, dans un communiqué de presse, que la Russie "faisait la promotion de fausses allégations, après avoir accusé la marine britannique d'avoir lancé une attaque terroriste contre les gazoducs Nord Stream, alléguant que des spécialistes britanniques avaient aidé à une attaque de drone à Sébastopol". Samedi, la Russie a annoncé la suspension de sa participation à l'accord céréalier avec l'Ukraine, sur fond de ciblage de sa flotte en mer Noire, et a demandé une réunion

d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies lundi prochain pour discuter de la question, selon l'Associated Press. Le 22 juillet dernier, Istanbul a accueilli la signature du "Document sur l'Initiative pour la sécurité du transport maritime des céréales et des denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens" entre la Turquie, la Russie, l'Ukraine et les Nations unies.

L'accord comprenait la sécurisation des exportations de céréales bloquées dans les ports ukrainiens de la mer Noire (Europe de l'Est) vers le monde, pour faire face à la crise alimentaire mondiale qui menace de provoquer une catastrophe humanitaire.

A. A.

Mots Croisés



Horizontalement

- 1- On diffuse celui du fugitif. 2- Se prépara à tirer - Eau poétique. 3- Tel - Préfixe.
- 4- Pas ailleurs - Casse le vase près de l'ouverture. 5- Crustacé. 6- Grugé - Canaux.
- 7- Secondés. 8- Sans effets - Bizarre.
- 9- Possessif - Arrivée dans l'autre sens - Vis.
- 10- Transformés au rugby - Essai.

Verticalement

- 1- Vive et gaie. 2- Vomitif - Je pense donc...
- 3- Fillettes - Existes. 4- Sans effets - Sacré est celui du chêne - Caprice de même.
- 5- Symbole - Points opposés - Personnel.
- 6- Productrices de vibrations. 7- Rigoureuse.
- 8- Préférant le papier à l'or. 9- Comme une étoffe purifiée. 10- Bouts de noeud - Elles font baver. 11- Repas de bébé - Point de côté.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Créssonnière Cressonnière Cressonnière Cressaunnière	Croc-mort Croque-mort Croq-mort Crauke-mort
Grenadine Grenadine Grennadine Grenadine	Vile-brequin Vilebrequin Vilebrequin Villebrequin

Les mots fléchés

TRÈS ÉNERVANTE PETITES VALISES	DURILLONS SÉDUISANT	ON Y FAIT DU FEU DEVANT DEVANT OU APRÈS	DÉTÉRIORANT ÉPOQUE	IRISÉE, TELLE UNE HÛITRE	DÉTERMINANTES SÉLÉNIUM	STUPÉFAIT						
ÉTABLIRA UNE LIAISON NE DIS PAS LA VÉRITÉ	CONDUIRE PRENAIT EN FILATURE	CETTE CHOSE-CI ESCOMPTEE	IDEM VÉHICULE SUR RAIL	IL SE FAIT PRIER ANCIENNE IMPÉRATRICE	RAPPORT EN MATHS VIN DE FRANCE	MOUCHE MOT DE LIAISON	DISPARAÎTRE TRANCHE DE PAIN	APÉRITIF PARFUMÉ OBSTINÉ	SALUT ROMAIN BASE D'OMELETTE	ODEUR AGRÉABLE CARNETS D'ÉCOLIERS	CONVIEN- DRA	
METTEUR EN SCÈNE	À ELLE MALADE MENTAL	FABRIQUE UNE ŒUVRE THÉÂTRE DE MILAN	TERME DE CONDITION "VACHE- RIES"	PROFIT	FRUIT ASIATIQUE LIVRÉE À UNE PASSION	PERÇA TE TROUVES	PAS IMAGINAIRE	DROIT DE PRIORITÉ RÉVOLTE POPULAIRE	PIÈCE DE CHARRUE CHEVEU FAMILIER	MOIS REGARDER	PETIT ÉCRAN AU MOINS 24 MOIS	PAS BIEN HAUTE
RÉCHAUF- FÉES À MOI	PLAQUE DE NEIGE ARTICLE INDÉFINI	MOT DE SOULAGEMENT SOMME À PAYER	ILLIMITÉ COUTUMES	ILS PUBLIENT DES LIVRES REMPLE DE BONHEUR	RECHAUF- FÉES À MOI	TRÈS CHAUD	ALLURE COLÈRE D'AUTRE- FOIS	DÉVÊTUE	COQUINE			

BIFFE-TOUT

EN 10 LETTRES :
Fromage italien

BANQUE	EXPÉRIENCE	PAYS
BÂTONNET	EXTERNE	PELLE
BATTEUR	FILM	PORTÉE
CAISSON	FORTE	POULE
CARTILAGE	FRAGMENT	PRÉVENTION
CERNE	GLOUTON	RAMDAM
CHANCE	GRÂCE	RARETÉ
CHIMÈRE	GREFFE	RECONNAIS
CLAIRE	GROUPE	SANCE
CONTACT	IMAGE	REJET
COURSE	INTIME	SEMAINE
DAMNÉ	JUIN	SOUCHE
DÉFENSE	JUKE-BOX	SQUELETTE
DENTIER	MAÎTRE	STÈRE
DESTRUCTION	MALADIE	STRUCTURE
DÉTENDRE	MASSE	SYNTHÈSE
DIFFÉRENCE	MIEL	TAILLEUR
DONNÉES	MISSILE	TOXINE
EFFORT	MOELLE	TRAIN
ENNUI	MOYEN	
ESSOR	NOMBRE	
ETHER	ORANGE	
FTRANGÈRE	ORGANE	

T P O R T E E D E N T I E R P E L L E P
O F R A G M E N T G E R U T C U R T S R
X M C A R T I L A G E O R A N G E S T E
I I L T O E P M N D D X E J N R B E E V
N S A G C A P O A E G M T E U A O M R E
E S I T Y A M U T S I R Y E T I N A E N
E I R S R B T E O T S O A O R O N I E T
S L E A R O N N N R M E N C S N R N H I
E E C E R D F I O U G N E S E O E E C O
H E N G R E F F E C E C I T S U J N U N
T T E E R O T T E T H A O S H U Z R O E
N T I E R U E E E I C I E U K E B U S C
Y E R T E J E C E O E R M E R A R E E N
S L E F E N N T R N T L B E N S N L L E
E E P R I A N G T I M O U Q R N E L L R
G U X O H L A O A A X A U O U E E I E E
A Q E C L N M M D R B E D I P I A A O F
M S E R E G N A R T E M A D M A R T M F
I C E R N E S N E F E D N O T U O L G I
M A L A D I E C N A S S I A N O C E R D

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
VETU - ROULADES - BOMBARDEMENT - TURBAN - EVENT - TRONCS - ENTRE - ASE - JOUR - TIEN - NEO - ROBES - LOTO - GENA - TRI - MINER - CREEES - UNE - CACHOT - VA - ILLUSION - REG - ISLAM - AN - BALE - CEREMONIE - AS - FI - DUE - ECLAT - ETES - EMIGRES - ONU - ELLE - EMUE - TENSIONS - ARA - ESSE - SITES - SU.

VERTICALEMENT
DEBUTS - OMNISCIENTS - TORRENTIELLE - TUES - DUMBO - EON - LARDE - NE - BANJO - ECUMEUSES - FRANCO - GRAS - ME - LIS - OR - SURE - CIAO - ELOI - RUDE - RONCHONNEMENT - LEVE - BARON - ICI - SE - LAMENTE - ET - BELGE - DENTISTE - RA - ARMA - VENTRE - REVELATEURS - ST - ENVISAGES - SEAU.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- CORRECTRICE. 2- ODE - PORE - ON. 3- REPTILIENNE. 4- DOUILLES - CI. 5- ENTREES - AOD. 6- ASER - ACRE. 7- EST - RAID. 8- TOIT - BORNEE. 9- TROUBADOURS. 10- ETNA - CENS.

VERTICALEMENT
1- CORDELETTE. 2- ODEON - SORT. 3- REPUTATION. 4- TIRS - TUA. 5- EPILEES. 6- COLLER - BAC. 7- TRIES - RODE. 8- REES - ARON. 9- ACINUS. 10- CONCORDER. 11- ENEIDE - EST.

4x4 - Pilonnage - Basané
- Desquation - Dévergondage

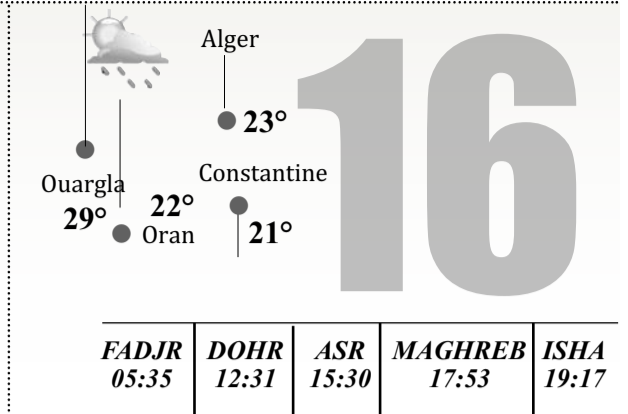
BIFFE-TOUT: SEYBOUSE

NAÂMA : SAISIE DE 318,5 KG DE KIF TRAITÉ

Les services des Douanes ont saisi 318,5 kg de kif traité dans la wilaya de Naâma, a indiqué un communiqué de la Direction générale des douanes. "Dans le cadre des efforts incessants des services opérationnels des brigades douanières, en coordination avec les appareils de sécurité dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le

crime organisé transfrontalier, les agents des brigades douanières mobiles et des brigades polyvalentes des douanes de Ain Sefra et Sfisfia, relevant territorialement de l'Inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya de Naâma ont procédé, avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les garde-frontières, à la saisie de

318,5 kg de kif traité", précise le communiqué. "L'opération s'inscrit dans le cadre des missions de protection menées par les services des Douanes mobilisés pour lutter contre les différentes formes de contrebande, notamment le trafic de drogues, et pour protéger le pays et préserver sa stabilité", conclut le document.



L'EXPRESS

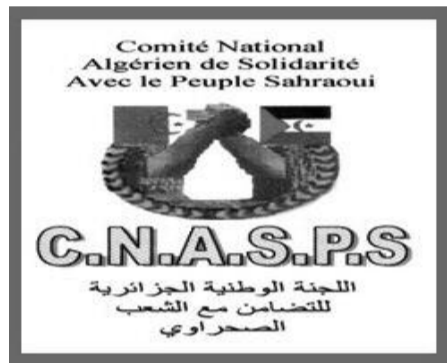
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 31 OCTOBRE 2022 // N°421 // PRIX 20 DA

CNASPS

La résolution 2654 est « très déséquilibrée »

Les Membres du comité National Algérien de Solidarité avec le peuple Sahraoui (CNASPS) ont pris connaissance de la résolution 2654 du Conseil de Sécurité de l'ONU portant sur le conflit du Sahara Occidental", souligne un communiqué rendu public.

Fortement partielle en faveur du Maroc, cette résolution 2654, comme sa précédente la 2602(2021) est très déséquilibrée dans ses considérations, et très orientée dans ses objectifs, le texte de la résolution, dans son ensemble, étant frappé de subjectivité intolérable. Au lieu de dire et de faire appliquer le Droit International, soubassement incontournable des relations internationales, le Conseil de Sécurité, au total, encourage injustement une entreprise fondamentalement colonialiste, et accepte de voir martyriser tout un peuple qui ne réclame que ses droits inscrits dans le marbre de la Charte des Nations Unies. Et cela au bénéfice d'un Etat colonisateur, oppresseur, occupant illégitime, reconnu comme tel par toutes les juridictions internationales. Frapper d'une cécité à double standard, mais profondément coupable, les Membres du conseil de sécurité (à l'exception des Représentants de la Fédération de Russie et du Kenya) n'ont, à aucun moment, jugé que le Maroc a, impunément, démantelé la MINURSO en 2016, puis l'a placée sous son autorité; que le Maroc a entravé ouvertement et délibérément le travail de quatre Envoyés personnels successifs, empêchant la concrétisation de leur mission; que le Maroc viole, à la face du Monde, et de façon quotidienne, les Droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara Occidental, comme l'attestent des dizaines de rapports dûment documentés, et comme en témoigne l'interdiction d'accès de territoire aux journalistes, aux juristes, aux parlementaires, et même aux missions des Droits de l'Homme de l'ONU et de l'UA.



Tandis que continue la spoliation organisée des ressources naturelles sahraouies, avec, entre autres, la complicité criminelle de l'UE. La mauvaise foi et l'arrogance du Maroc trouvent dans le Conseil de Sécurité de l'ONIJ des encouragements manifestes, puisque, pour tous ces méfaits, les autorités marocaines ne sont ni interpellées, et encore moins sanctionnées. Cette inertie du Conseil de Sécurité, et ce parti-pris incompréhensible au regard des hautes responsabilités dont est investie cette institution majeure de l'ONIJ, ont conforté le Maroc dans sa politique du fait accompli au Sahara Occidental, et l'ont appuyé à faire perdurer le statu quo, prolongeant d'autant le calvaire du peuple sahraoui. Les Sahraouis, et les militants du monde entier qui les accompagnent, n'arrivent pas à comprendre la démarche du Conseil de Sécurité dans le dossier sahraoui, pourtant d'une évidence aveuglante quant à son traitement par la résolution 1514 (1960) de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le Conseil de

Sécurité veut-il avaliser l'occupation du Sahara Occidental par le Maroc, et résoudre un problème de colonisation par une colonisation autorisée? Le Conseil de Sécurité va-t-il pendant longtemps encore permettre au Maroc de défier toute la Communauté Internationale, et fouler aux pieds le Droit International? Le Conseil de Sécurité feint-il de ne pas voir, de ne pas entendre les cris des Sahraouis bastonnés dans les rues des villes sahraouies, ou torturés dans les prisons de l'occupant marocain? En adoptant une telle résolution qui n'ouvre aucune perspective au règlement du conflit, le Conseil de Sécurité fragilise, dès le départ, l'Envoyé personnel du SG de l'ONU, le livrant pieds et poings liés à la puissance occupante, et condamne dès maintenant les négociations souhaitées entre les deux belligérants. A la lecture de la résolution 2654 du Conseil de Sécurité, les Sahraouis ont toutes les raisons objectives de ne plus compter sur l'ONU, en qui ils ont placé leur confiance en 1991, croyant sincèrement que l'ONU allait leur permettre de bénéficier de leurs droits légitimes, l'ONU inefficace car inopérante depuis maintenant 31 années: Le Conseil de Sécurité a donné la prime au bourreau, et a sanctionné la victime. Le Peuple Sahraoui en tirera la leçon, et ne pourra compter que sur sa propre détermination à faire valoir ses droits par tous les moyens. Et aux Hommes et Femmes de bonne volonté de tous les pays, de les accompagner et se solidariser sans faille avec les Sahraouis jusqu'à la victoire finale.

R.N.

BARRAGE DE KSOB DE LA CAPITALE DU HODNA (M'SILA)

14 CHOUHADA TORTURÉS ET ENTERRÉS DANS UNE FOSSE COMMUNE

Le 3 novembre 1979, des procès-verbaux de la Gendarmerie nationale font état de l'identification par leurs proches des restes de 14 Chouhada découverts dans une fosse commune près du barrage de Ksob de la capitale du Hodna (M'sila). Ils avaient été interpellés et exécutés entre fin juin et début juillet 1958 par ce qui était appelé "Détachement opérationnel de protection" (DOP). Selon des documents historiques, les DOP sont des unités de l'armée de l'occupation française, créées en 1957, avec pour mission de détruire l'organisation politico-administrative du Front de libération nationale. Les documents soulignent que le DOP est une formation militaire "nazie de par ses pratiques" qui kidnappait, torturait, exécutait et jetait dans des endroits reculés les cadavres des chouhada d'Algérie sans laisser aucune trace écrite à l'instar de PV d'interrogatoire ou autres. Les personnes enlevées par le DOP, qualifié d'organisation "semi-secrète" par Raphaëlle Branche, auteur de "La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie. 1954-1962", étaient des militants, des intellectuels et des notables de la ville de M'sila. Parmi eux, un commissaire politique, un enseignant, un chargé de la collecte des cotisations pour le FLN, et un notable qui a financé l'ouverture de la première école libre "Erradja" relevant de l'Association des Oulémas musulmans algériens. Il s'agit de Mechta Saïd, Benyahia Abdelaziz, Benyounés El Hachemi, Mohamedi Hocine, Chadi H'mida, Bendib Belkacem, Feloucia Mohamed, Brahimi Mohamed-Tahar, Lakhdar Hamina Lakhdar, Hammami Madani, Ledghem Chikouche Belkacem, Benyounés Aïssa, Benmanallah Baadji et Hadj Hafsi El Messaoud. Dans ce contexte, Pr Kamel Birem, enseignant d'histoire à l'Université de M'sila précise, en se référant à des témoignages de moudjahidine, qu'au début de juillet 1958 et suite à une délation et à la découverte chez un "Moussabel" d'une liste nominative de militants politiques de M'sila, 107 personnes ont été arrêtées.

Le Général d'Armée, M. Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire, a présidé, hier, au siège du Ministère de la Défense Nationale, la cérémonie de remise de grades et de médailles à un nombre de cadres du Ministère de la Défense Nationale, officiers et sous-officiers, et ce, à l'occasion des festivités commémoratives du 68^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954. La cérémonie a débuté par la remise de grades aux personnels promus et de médailles aux cadres, en présence du Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale, des Commandants de Forces et de la Gendarmerie Nationale et de Directeurs et Chefs de Services Centraux du Ministère de la Défense Nationale et de l'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire. Par la suite, le Général d'Armée a prononcé une allocution à travers laquelle il s'est félicité de superviser cette cérémonie, qui constitue une tradition séculaire au sein de l'Institution militaire, en exprimant ses félicitations les plus sincères à l'ensemble des personnels promus et décorés de médailles: « De prime abord, il m'est agréable d'exprimer ma satisfaction de vous rencontrer, aujourd'hui, à l'occasion de cette cérémonie de remise de grades et de médailles que j'ai l'honneur

68^e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION DU 1^{ER} NOVEMBRE 1954 SAÏD CHANEGRIHA PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE DE REMISE DE GRADES ET DE MÉDAILLES



de présider, avec la profonde conviction que ces distinctions constituent une tradition séculaire au sein de l'Institution militaire et un témoignage de reconnaissance envers les cadres promus et décorés, pour leur travail et leur persévérance au service de leur

armée et de leur pays», a souligné le Chef d'Etat-Major de l'ANP. Et d'ajouter: « Aussi, je ne manquerai pas de saluer les cadres promus à titre exceptionnel pour les efforts considérables qu'ils ont consentis ces dernières années, à l'instar des athlètes de l'Armée Nationale Populaire et des membres de la Sélection féminine de saut en parachute qui se sont engagées et distinguées avec mérite dans cette discipline difficile réservée, auparavant, exclusivement aux hommes». A ce titre, a affirmé le Général d'Armée, « je tiens à adresser, au nom de Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, les félicitations les plus sincères à l'ensemble des personnels promus et des cadres décorés de médailles, tout en leur souhaitant plein succès dans leurs carrières professionnelles». Il a également tenu à féliciter les cadres et personnels présents à l'occasion de la commémoration du 68^e anni-

versaire du déclenchement de la Révolution de Novembre 1954. Une occasion pour perpétuer le devoir de reconnaissance et de considération envers les héros de l'Algérie, de renouveler le serment fait aux martyrs d'hier et d'aujourd'hui et de rendre un vibrant hommage à ceux qui ont honoré leur engagement envers Allah et la patrie: « À l'occasion des festivités commémorant le 68^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, je tiens à vous présenter mes félicitations les plus vives en cette mémorable date de notre histoire, qui ravive les sentiments de fierté et de considération les plus forts envers les gloires de nos prédécesseurs, et qui anime en nous le sens du sacrifice et de l'abnégation pour la patrie», a déclaré M. Saïd Chanegriha. « C'est aussi une occasion pour témoigner de notre reconnaissance et de notre considération envers les héros de l'Algérie, qui ont préservé les legs et honoré leur engagement, et pour s'inspirer des enseignements et des nobles valeurs auxquels nous devons adhérer. C'est également une occasion pour renouveler notre serment aux martyrs, d'hier et d'aujourd'hui, et de nous recueillir à la mémoire de ceux qui ont honoré leur engagement envers Allah et la patrie», a-t-il conclu.

R.N.